

RAPPORT ANNUEL

sur les comptes de l'exercice 2024

Direction Administration Générale
Département financier et comptable

SOMMAIRE

Sommaire	1
Avant-propos	4
L'année 2024 en quelques mots	5
Liste des mandats depuis le 27/03/25	7
1 Exposé sur l'activité	8
1.1 La Recherche	8
1.1.1 Les études en partenariat pour les Ministères et les établissements publics	9
1.1.2 Les projets nationaux	10
1.1.3 Projets européens	11
1.2 L'Assistance	12
1.3 La Formation	12
1.4 L'Information et la Communication Externe	13
1.5 Veille et Prospective	14
1.6 Les activités socles	15
1.6.1 La prévention des risques liés à l'organisation et aux situations de travail	16
1.6.2 La prévention des risques chimiques	17
1.6.3 La prévention des risques physiques et mécaniques	18
1.6.4 La prévention des risques biologiques	19
1.7 Les thématiques Focus	20
1.7.1 Aérosols	20
1.7.2 Technologies numériques et organisation	20
1.7.3 Polyexpositions	20
1.7.4 Limitations de l'émission de gaz à effet de serre et impact en santé au travail	21
1.7.5 Intérim et contrats courts	21
1.7.6 Perturbateurs endocriniens	22
2 Exécution du budget	23
2.1 Comparatif budget courant voté/ budget courant exécuté (en M€)	23
2.2 Exécution détaillée du budget	24
3 Éléments significatifs sur le compte de résultat	26
3.1 Les produits	26
3.2 Les charges	26
4 Les investissements	28

4.1	Investissements exécutés 2024-2025.....	28
4.2	Les travaux et équipements.....	33
4.2.1	Projets finalisés en 2024.....	33
4.2.2	Projets démarrés en 2024	34
4.3	Les bancs d'essais	37
4.3.1	Projets finalisés en 2024.....	37
4.3.2	Projets pluriannuels	37
4.4	Les projets informatiques.....	39
4.4.1	Projets finalisés en 2024.....	39
4.4.2	Projets pluriannuels	41
4.4.3	Projets initiés en 2024	42
5	Informations sur les dépenses de fonctionnement courant	44
5.1	Les assurances	44
5.2	Les consommations d'énergies	45
5.2.1	Centre de Lorraine.....	45
5.2.2	Centre de Paris.....	45
6	Informations sur les données salariales.....	46
6.1	Intéressement.....	46
6.2	CET	46
6.3	PEE PERCO	47
6.4	Autres provisions	47
7	Exposé sur la situation financière	48
7.1	Compte courant CNAM.....	48
7.2	Placements en trésorerie de l'Institut	49
7.3	Décomposition de la trésorerie	49
8	Informations sur les provisions	49
9	Informations sur les délais de paiement	50
9.1	Tableau des dettes fournisseurs au 31/12/24 par date d'échéance	50
9.2	Tableau des créances clients au 31/12/24 par date d'échéance	50
10	Informations sociales, environnementales et sociétales (Responsabilité sociétale de l'entreprise)...	51
11	À venir en 2025.....	52
11.1	Principales procédures de mise en concurrence prévues	52
11.2	Agenda des manifestations prévues	53
12	Évènements postérieurs à la clôture	54

13	Prise de participation.....	54
14	Les comptes annuels- exercice clos au 31/12/24	55
14.1	Bilan	55
14.2	Compte de résultat	57
14.3	Tableau de financement	59
15	Annexe.....	60
15.1	Principes, règles et méthodes.....	60
15.2	Notes sur le bilan.....	62
15.2.1	Immobilisations.....	62
15.2.2	Stocks	67
15.2.3	Avances et acomptes versés sur commandes.....	68
15.2.4	Créances.....	68
15.2.5	Charges constatées d'avance.....	69
15.2.6	Fonds associatifs.....	70
15.2.7	Provisions pour risques et charges.....	70
15.2.8	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	75
15.2.9	Dettes.....	75
15.3	Notes sur le compte de résultat	77
15.3.1	Ventilation de la production vendue par secteur d'activité.....	77
15.3.2	Production immobilisée.....	77
15.3.3	Subvention d'exploitation.....	77
15.3.4	Dépréciations d'exploitation.....	77
15.3.5	Résultat exceptionnel	78
15.3.6	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	78
15.4	Autres informations.....	78
15.4.1	Engagements et passif éventuels	78
15.4.2	Effectif au 31/12/24.....	79
16	documents complémentaires.....	80

AVANT-PROPOS

L'INRS, créé par les partenaires sociaux sous l'égide de la CNAM (caisse nationale d'assurance maladie) en 1947, se situe au sein de la branche « risques professionnels » de la Sécurité Sociale. Doté d'une gouvernance paritaire, et financé en quasi-totalité par le FNPAT (fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles), il a pour mission de développer la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, en cohérence avec la COG (convention d'objectifs et de gestion) de la branche AT/MP (accidents du travail / maladies professionnelles) et en étroite relation avec la CNAM/DRP (Caisse Nationale d'Assurance Maladie / Direction Des Risques Professionnels) et le réseau des Carsat régionales. Il apporte assistance technique aux CTN (comités techniques nationaux) sur la base des demandes exprimées par la CNAM/DRP. Les Carsat du réseau assurent une part essentielle des liens entre l'INRS et les entreprises. Il emploie 579 salariés et occupe deux sites (Paris et Lorraine).

Positionner l'INRS comme l'Institut référent en santé et sécurité au travail et développer la culture de prévention sont les deux objectifs majeurs de l'INRS auxquels contribuent tous ses modes d'action.

Le développement de nouvelles connaissances fiables et opérationnelles, l'assistance aux services de santé au travail, au réseau prévention et aux entreprises, l'intégration de la santé au travail dans les normes, la formation et l'information des acteurs de la prévention, et la sensibilisation de l'ensemble des salariés, dirigeants, et faiseurs d'opinion contribuent à ces objectifs.

Ses statuts prévoient en leur article 15 que l'Institut « se soumet ... au contrôle économique et financier de l'État, dans les conditions fixées par le décret 55-733 du 26 mai 1955 modifié ». Ces conditions sont notamment mentionnées aux alinéas suivants du même article ainsi qu'à l'article 6 des statuts et par le règlement de gestion financière, économique et comptable de l'INRS, adopté par le Conseil d'Administration du 26 juin 2003. En conséquence de quoi, un protocole en cours de refonte, relatif aux modalités du contrôle exercé par l'État sur l'Institut, formalise les relations entre l'État et l'INRS. L'importance de ce texte est à souligner, qui « porte sur toutes les opérations susceptibles d'avoir directement ou indirectement une répercussion économique et financière ».

Les comptes de l'INRS sont certifiés par un cabinet de commissariat aux comptes. Le **cabinet Aucap** est le commissaire aux comptes titulaire pour la période du 01/07/24 au 30/06/30.

Au-delà des dispositifs de contrôle interne performants mis en place à l'INRS, cette certification, associée à la Commission de Contrôle des Comptes, concourent à la maîtrise des principaux processus de production de l'information financière, pour une image régulière, sincère et fidèle de la situation financière de l'association.

De plus, le département Financier et Comptable, placé sous l'autorité du Directeur de l'Administration Générale, a pour mission d'apporter à la Direction Générale de l'Institut, ainsi qu'aux tutelles et aux administrateurs, l'assurance de la qualité, de la sincérité et de l'exhaustivité de l'ensemble des données financières. Ceci à des fins d'aider l'Institut à remplir ses objectifs de rationalisation et de maîtrise des dépenses, dans un processus de dialogue de gestion.

L'ANNÉE 2024 EN QUELQUES MOTS

La COG n'étant toujours pas signée au démarrage de l'exercice, l'INRS a continué de fonctionner, comme en 2023, avec un budget provisoire équivalent à 80 % du budget initial de 2022, soit 63,2 M€. La notification du budget provisoire 2024 a été reçue le 10 janvier 2024.

Sans visibilité et dans un contexte politique instable, l'INRS a dû fonctionner jusqu'en juillet en mode dégradé induisant une limitation des investissements, une priorisation des activités, le gel de l'accord NAO, et l'absence de recrutements pour permettre le versement des salaires.

La COG a finalement été signée le 5 juillet 2024 avec une prorogation d'une année pour tenir compte de la durée de la période « inter-COG ». Elle couvre ainsi sur les 5 années 2023 à 2028. Elle attribue à l'INRS une subvention de 86 M€ pour l'année 2024, 87 M€ pour l'exercice 2025, 88 M€ pour 2026, 89 M€ pour 2027, et 90,9 millions d'euros pour 2028.

Un budget rectificatif a donc été soumis au vote du Conseil d'Administration lors d'une réunion extraordinaire le 9 juillet 2024, établissant le budget de l'Institut pour 2024 à 88,4 M€ pour une subvention à 86 M€, bien en deçà du budget initialement voté le 26/10/23 qui était de 98,16 M€ pour une subvention de 95,76 M€.

La notification de subvention définitive a été reçue le 1^{er} août, attribuant un versement complémentaire de 22,8 M€ aux 63,2 M€ déjà perçus.

L'INRS a ainsi pu se remettre en ordre de marche mais l'inertie nécessaire à la relance des activités et des appels d'offres n'a pas permis de mettre en œuvre tout ce qui était prévu. Des demandes de reconductions de crédits ont donc été formulées à la CNAM pour des projets ciblés. En outre, l'arrêté comptable laisse apparaître un budget non consommé exceptionnel de 1,021 M€ qui devrait être reconduit sur la période restante de la COG.

Le **plan stratégique**, approuvé par le Conseil d'administration le 15/12/22, couvrait la période 2023-2027. Au regard de l'allongement de la COG sur la période 2023-2028, du vote tardif de cette dernière et de budgets alloués inférieurs aux prévisions, le plan stratégique est en cours de révision depuis le 3^e trimestre 2024 pour une approbation par le Conseil d'Administration au cours du 1^{er} semestre 2025.

Ce plan stratégique s'inscrit dans le cadre des politiques publiques de prévention (dont le PST ou plan santé-travail) et du cadre stratégique et financier de la COG de la branche AT/MP.

Ses objectifs sont d'acquérir des connaissances et de produire des savoirs et des savoir-faire à transférer, d'être à l'écoute et au plus proche des entreprises, en direct ou par des relais, d'améliorer le transfert vers nos bénéficiaires et être connu et être reconnu comme acteur de référence de la prévention par les bénéficiaires.

Cette singularité opérationnelle associée à l'indépendance de l'INRS en font un organisme incontournable de la **Prévention**.

L'ensemble des activités de l'INRS met en relation **ses quatre modes d'action** : les études et recherches, l'assistance, la formation et l'information avec les quatre axes : chimie, physique, biologie et sciences humaines et sociales.

Ces activités sont présentées selon la structure suivante :

- Les actions de fond de l'Institut sont regroupées en quatre **socles** associés aux grands domaines techniques de la prévention,
- Les activités de l'INRS qui mobilisent différents modes d'action à destination de partenaires ou interlocuteurs extérieurs sont regroupées en **actions transverses**,
- Certains thèmes dont l'actualité est liée au temps du plan stratégique de l'INRS nécessitent une action particulière ; les activités correspondantes sont regroupées en **thématiques focus** et en **projets** lorsqu'elles visent un terme plus court.

LISTE DES MANDATS DEPUIS LE 27/03/25

Conseil d'Administration

Pierre-Yves Montéléon, Président (CFTC)

Yolande Lenoir, Vice-Présidente (MEDEF)

Bureau du Conseil d'Administration

Pierre-Yves Montéléon, Président (CFTC)

Yolande Lenoir, Vice-Président (MEDEF)

Elodie Carqueijo, Secrétaire (U2P)

Alain Delaunay, Secrétaire-Adjoint (CGT)

Pierre Thillaud, Trésorier (CPME)

Nathalie Deldevez, Trésorière-Adjointe (CFDT)

Bernard Salengro (CFE-CGC), Jean-Marie Branstett (FO), Sarah Giami (MEDEF), Marie-Thérèse Mbida (MEDEF)

Collège « employeurs » de 9 représentants (7 MEDEF, 1 U2P, 1 CPME)

Collège « salariés » de 9 représentants (3 CGT, 2 CGT FO, 2 CFDT, 1 CFE-CGC et 1 CFTC)

Commission de contrôle des comptes

Philippe Chognard (CPME)

Jean-Pierre Mazel (MEDEF)

Denis Bouchet (CGT- FO)

Saïd Gueddar (CFTC)

Isabelle Henry (CFE- CGC)

Christian Pineau (U2P)

x

x

Commissaire aux Comptes

Cabinet Aucap

Contrôleur Général Économique et Financier

Pascal Loste

Comité de Direction

Stéphane Pimbert, Directeur Général

Marjorie Fougère, Directrice des Études et Recherches

Séverine Brunet, Directrice aux Applications

Nathalie Guillemy, Directrice du Centre de Paris

Christian Hennequin, Directeur de l'Administration Générale

Michel Pourquet, Directeur du Centre de Lorraine

NB : Le Conseil d'Administration est élu pour 4 ans. Les mandats des Président et Vice-Président, Secrétaire et Secrétaire-Adjoint ainsi que Trésorier et Trésorier-Adjoint sont de 2 ans avec alternance des fonctions à mi-parcours.

1 EXPOSÉ SUR L'ACTIVITÉ

Positionner l'INRS comme l'Institut référent en santé et sécurité au travail et développer la culture de prévention sont les deux objectifs majeurs de l'INRS auxquels contribuent ses quatre modes d'action : la recherche, l'assistance, la formation et l'information-communication.

Le développement de nouvelles connaissances fiables et opérationnelles, l'assistance aux services de santé au travail, au réseau de prévention et aux entreprises, l'intégration de la santé au travail dans les normes, la formation et l'information des acteurs de la prévention, et la sensibilisation de l'ensemble des salariés, des chefs d'entreprises et des dirigeants contribuent à ces objectifs.

Près d'un million d'heures travaillées dans l'année sont consacrées à un seul et même objectif : la prévention des maladies et risques professionnels.

1.1 La Recherche

La recherche à l'INRS est une recherche appliquée au service de la prévention avec l'ambition affichée d'être le référent national. Elle est menée au sein de 6 départements du Centre de Lorraine et implique environ 260 personnes, chercheurs ou ingénieurs, techniciens et doctorants, réparties dans 20 laboratoires spécialisés.

Cette activité de recherche est principalement consacrée à la réalisation d'études dites longues (durant en moyenne 4 années et cumulant environ 8000 heures de travail) : 83 études longues étaient en cours en 2024, en légère hausse par rapport à 2023, sur les différentes thématiques de l'INRS. Parmi elles, 22 études nouvelles et 13 qui se sont terminées en fin d'année.

Les résultats obtenus se concrétisent ensuite en outils, informations pour les bases de données, expertises mises à disposition des entreprises et du réseau, publications et contenus de formation.

Parmi les études en cours en 2024, 56% impliquaient des interventions sur le terrain, et 17 % étaient des recherches impliquant la personne humaine. 19 hébergeaient un projet de thèse. Par ailleurs, 52% d'entre elles faisaient l'objet de collaborations. Ces collaborations impliquaient 88 partenaires (parfois plusieurs par étude), 83% français et 17% étrangers, auxquels il faut ajouter les partenaires du grand projet européen PARC. Les partenaires français étaient dans 68 % des cas des acteurs académiques qui apportent des compétences complémentaires à celles de l'INRS et pour 17% d'entre eux des acteurs de la prévention (Carsat, services de prévention et santé au travail). Les partenaires étrangers étaient principalement issus du réseau Perosh, des homologues européens ou canadiens (IRSST, CHU Montréal) de l'INRS.

Les équipes de l'INRS se sont associées à des laboratoires extérieurs (universitaires ou du CNRS), dans le cadre de deux équipes projets, ce qui permet de mutualiser les compétences et les équipements pour atteindre des objectifs communs : le Laboratoire de Filtration et Adsorption et le Laboratoire Conception Sûre des Situations de Travail.

Lorsque cela ouvre des opportunités en matière de prévention, les équipes répondent à des appels à projets financés par des bailleurs externes. Fin 2024, 7 études s'inscrivaient dans un tel partenariat cofinancé par l'ANR (2), l'Anses (2), la Commission Européenne (3).

La valorisation scientifique des résultats des études a abouti à la publication d'une centaine d'articles répartis entre revues internationales (49) et revues françaises (51), principalement celles de l'INRS. Les travaux de recherche ont également fait l'objet de 166 communications dans des manifestations scientifiques et techniques aux niveaux national (85) et international (81).

1.1.1 Les études en partenariat pour les Ministères et les établissements publics

Compte	Libellé	2022	2023	2024
7052	MINISTÈRE DU TRAVAIL DGT	369 980,60 €	368 364,00 €	357 366,00 €
7052	MINISTÈRE AFFAIRES SOCIALES	38 375,00 €		
7052	ANSES	15 625,00 €	9 720,00 €	27 110,00 €
7065	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	27 700,00 €		
TOTAL		451 680,60 €	378 084,00 €	384 476,00 €

Source Grand Livre

- Convention Cadre (2021-2025) pour des missions et études à la demande de la Direction générale du travail (DGT).
- Convention de recherche et de développement avec l'Agence nationale sécurité sanitaire (ANSES) (2023-2026)

1.1.2 Les projets nationaux

Depuis plusieurs années, l'INRS contribue à des appels à projets, financés par des bailleurs externes comme l'ANR, l'ANSES, l'ADEME et DARES. Les travaux initiés les années passées se sont poursuivis en 2024. Deux nouveau projets ANSES ont démarré en fin d'année.

Statut	Bailleur	Projets Nationaux		Subvention prévue	Convention		Reçu en 2024
		Acronyme	Titre		Date de début	Date de fin	
Travaux en cours en 2024	ANR	FABO	Approche transactionnelle de la fatigue des opérateurs travaillant dans des bureaux ouverts	118 111,79 €	01/10/2020	31/01/2026	0 €
	ANR	NOA	Recherche et caractérisation de nouveaux matériaux sélectifs pour le développement d'un procédé d'adsorption des oxydes d'azote	117 282,84 €	01/10/2020	31/12/2025	0 €
	ANR	FATIGAUDIT	De la fatigue auditive aux déficits auditifs ? Une étude translationnelle sur l'exposition aux bruits environnementaux	130 122,89 €	01/10/2021	31/03/2027	0 €
	ANSES	RENAAME	Relargage de nano-objets, leurs agrégats et agglomérats depuis des masques	44 070,00 €	25/11/2022	24/03/2027	0 €
	ANSES	IPIAMA	Intelligibilité de la parole dans le bruit par des méthodes d'intelligence artificielle pour des travailleurs malentendants appareillés	80 180,00 €	31/10/2023	01/03/2028	0 €
	ANSES	METRONOME	Mesure en temps réel du potentiel oxydant, nouvelle métrique de l'exposition aux aérosols en hygiène industrielle et en air ambiant	70 534,00 €	02/11/2023	01/03/2028	0 €
Source comptabilité				Total produits sur 2024 (projets nationaux)			0 €

Si les trois premières années du projet FATIGAUDIT se sont déroulées sans problème, l'arrivée d'un nouveau gestionnaire en 2024 a compliqué les relations en raison notamment d'une incohérence dans leur ERP lors de la création de commandes et à des erreurs dans leur logiciel de suivi de projets. Le versement prévu fin 2024 n'est toujours pas arrivé malgré les relances. De plus, une régularisation de la convention serait nécessaire.

Les autres projets ANR, (NOA & FABO) seront soldés en 2025.

Les projets Anses ne génèrent des versements qu'en début et fin de projet.

1.1.3 Projets européens

Dans le même esprit que les projets nationaux, la reconnaissance de l'INRS en tant que centre d'excellence scientifique se poursuit ; de ce fait, l'Institut continue à être sollicité par des organismes homologues étrangers. L'objectif principal de l'INRS reste l'apport scientifique en vue d'enrichir ses connaissances dans les domaines de pointe applicables à la prévention des risques professionnels.

Statut	Bailleur	Projets européens		Subvention prévue	Convention		Reçu en 2024
		Acronyme	Titre		Date de début	Date de fin	
Travaux terminés en 2024	Comité européen de normalisation (CEN/NEN)	NOAA_EM	Sampling and counting rules for the characterization of airborne NOAA in the workplace by scanning and transmission electron microscopy	113 155,28 €	01/01/2019	01/11/2024 (prolongé)	25 243,07 €
		NOAA_LCS	Application of direct-reading low-cost sensors for measuring NOAA in the workplace	40 861,57 €	01/01/2019	01/11/2024 (prolongé)	10 215,39 €
	Commission Européenne (Horizon Europe)	PARC	Partnership for the Assessment of Risks from Chemicals	837 481,00 €	01/05/2022	30/04/2029	0 €
Source comptabilité				Total produits sur 2024 (projets européens)			35 458,46 €

Pour le projet PARC, les dépenses ont été inférieures aux prévisions. Le 1^{er} rapport financier à 18 mois n'a pas généré de versement.

Pour les deux projets NOAA, le versement des soldes était attendu fin 2024 mais sont reportés à 2025, les autres partenaires tardant à remettre leurs rapports financiers finaux.

1.2 L'Assistance

Les connaissances acquises et développées sont transférées dans le cadre d'actions **d'Expertise et d'Assistance**. Le rôle de **réfèrent national** de l'INRS se manifeste en particulier dans son pilotage ou sa participation à des groupes nationaux traitant d'aspects techniques, réglementaires et médicaux de la santé et sécurité au travail.

L'assistance aux pouvoirs publics a notamment été assurée à travers la participation de l'Institut aux actions liées au Plan Santé Travail PST 4.

Avec près de 25 000 demandes traitées en 2024, une baisse de 7% de l'activité d'assistance en 2024 est à noter, aussi bien pour les questions relatives à la formation que pour les demandes liées aux questions en santé sécurité au travail. L'analyse par mot clés permet d'identifier les sujets impactés tels que les questions juridiques (-26%) à mettre en lien avec une activité législative plus faible en 2024 après la réforme de 2022, et des questions CACES (-30%) dont le dispositif n'a pas connu d'évolution notable en 2024.

En termes d'applications, l'INRS développe une offre spécifique pour guider les petites entreprises dans leur évaluation des risques. Des outils en ligne sectoriels, disponibles en libre accès (OiRA), permettent aux TPE PME de réaliser leur document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) et d'élaborer un plan d'actions de prévention adapté. En 2024, l'offre sectorielle a été complétée de quatre nouveaux secteurs, Cabinet dentaire, Production Audiovisuelle et cinématographique dédiée aux plateaux de tournage, Centre de contrôle technique et une offre dédiée aux EHPAD. Ces offres sont élaborées en lien avec les acteurs des professions concernées. En 2024, plus de 84 000 nouvelles sessions d'OiRA ont été ouvertes sur l'ensemble de l'offre, soit une croissance de l'ordre de 30% entre 2023 et 2024. Les OiRA les plus consultés restent Travail de bureau (1500 sessions par mois en moyenne), l'OiRA générique (800 sessions par mois) et l'OiRA Hôtel Café et Restauration (550 sessions par mois).

1.3 La Formation

L'INRS conçoit, réalise et anime des dispositifs de **Formation** et propose une large gamme d'outils pédagogiques permettant à un grand nombre d'acteurs clés, professionnels de la prévention des risques professionnels, ou non spécialistes, d'acquérir des connaissances et des compétences en santé et sécurité au travail (S&ST). L'INRS agit sur deux axes complémentaires : la formation initiale et la formation continue.

Les travaux d'ingénierie de formation et pédagogiques en formation continue, et notamment en **démultiplication**, se sont poursuivis dans un objectif de continuité et de maîtrise des processus : optimisation de l'instruction des dossiers de demandes d'habilitation, généralisation de l'animation de réseau des entités habilitées, ciblage et professionnalisation des contrôles qualitatifs. En 2024, l'activité de formation a connu un accroissement d'activité avec 11 dispositifs supplémentaires démultipliés. Tous dispositifs de démultiplication confondus, l'INRS a contribué à former plus d'un million de stagiaires et plus de 10 900 habilitations ont été délivrées à des organismes de formation et à des entreprises. L'outil Forprev de gestion des processus d'habilitation et de certification a assuré son service auprès de 35 000 utilisateurs.

Le projet de développement de **formations à distance** sur les fondamentaux de la démarche en prévention et sur des risques professionnels spécifiques s'est poursuivi avec la construction d'un parcours de formation métier constitué de six autoformations e-learning sur les thèmes

fondamentaux en santé et sécurité au travail, incluant des ressources INRS existantes ou à développer (vidéos, brochures, infographies, tutoriels, webinaires). Un premier module portant sur la prévention du risque biologique a été mis en ligne en octobre 2024.

L'essentiel des **formations en face à face** de l'INRS a été globalement assuré; certaines ont eu lieu en distanciel et d'autres ont dû être annulées suite à des désistements de participants et en partie par manque de ressources. Au total, 1571 stagiaires ont été formés au travers de 147 sessions de formation (en présentiel et en distanciel).

Concernant la **formation initiale**, l'INRS a poursuivi les travaux engagés avec ses partenaires de l'enseignement supérieur et de l'enseignement professionnel. L'année a notamment été marquée par le déploiement accru de deux produits pédagogiques numériques innovants : un dispositif de formation à distance destiné aux élèves d'écoles d'ingénieurs au format SPOC (« Small Private Online Course »), et une autoformation sur le thème des RPS pour un public d'élèves en écoles de management. Une convention a également été mise en œuvre avec le groupe IAE (Institut d'Administration des Entreprises) pour promouvoir la culture de prévention au travers du renforcement des compétences en S&ST des étudiants en Licence 3 à Master 2, de plusieurs de leurs établissements.

1.4 L'Information et la Communication Externe

Dans le domaine de **l'Information**, l'INRS a pour mission non seulement de mettre à disposition des entreprises les connaissances, les démarches et les outils leur permettant d'agir en prévention des risques professionnels, mais également de sensibiliser un public de plus en plus large et diversifié à la prévention des risques professionnels pour favoriser le développement d'une culture commune de prévention.

Les actions menées en 2024 ont été réalisées dans la continuité de celles initiées en 2023 et en cohérence avec le programme d'activité de l'INRS.

De nouveaux produits (brochures, dépliants, dossiers web, affiches, audiovisuels...) ont ainsi été élaborés et proposés aux entreprises. La mise à jour du catalogue INRS a été poursuivie tout au long de l'année. La diffusion au format « papier » de ces produits comme la consultation en ligne sur le site Internet de l'INRS sont en hausse par rapport à 2023. Le site Internet de l'INRS demeure la porte d'entrée vers l'ensemble de l'offre d'information de l'INRS.

L'INRS a également poursuivi l'élaboration et la diffusion de son offre d'information périodique au travers des revues *Hygiène et Sécurité au travail*, *Références en santé au travail*, *Travail & Sécurité*, la lettre d'information électronique et le Bulletin d'actualités juridiques.

L'étude sur l'offre d'information INRS qui s'est terminée en 2024 a permis de mieux comprendre les usages et les contextes d'utilisation des différents supports d'information de l'INRS. Elle conforte l'INRS dans son approche plurimédia pour adresser les messages de prévention aux entreprises et apporte des éléments pour questionner certains de ces supports (vidéos, lettres électroniques, revues, brochures...).

Des actions de **Communication externe** pour promouvoir les messages, les connaissances, les outils et les solutions de prévention produits par l'INRS ont été mises en œuvre tout au long de l'année. 2 campagnes de communication, l'une à l'attention des jeunes salariés de 18-25 ans autour du dispositif #MortelTonTaf, l'autre à l'attention des managers (chefs d'entreprise, encadrement intermédiaire, services des ressources humaines) ont été réalisées.

D'autres évènements ont rassemblé près de 8 000 participants le jour de leur diffusion : une journée technique autour des bioaérosols, une conférence internationale prospective, 8 webinaires, un rendez-vous de la revue *Travail & Sécurité*. Les enregistrements de ces évènements ont été mis à disposition en replay sur le site Internet de l'INRS au profit du plus grand nombre d'entreprises.

L'ensemble des supports et canaux de communication ont été mobilisés pour assurer la promotion des actions de communication programmées et près d'une centaine d'actualités ont été proposées sur le site Internet de l'INRS et relayées sur les réseaux sociaux.

L'INRS a également poursuivi les relations avec la presse généraliste et professionnelle, à titre d'exemple, l'Institut a répondu à près de 200 sollicitations de journalistes. Les retombées médiatiques sont en hausse de 3% par rapport à 2023.

1.5 Veille et Prospective

L'objectif des travaux de la mission [Veille et Prospective](#) est d'esquisser des futurs possibles de domaines d'activité professionnelle dans lesquels les questions de santé et sécurité au travail (et de prévention) sont susceptibles de revêtir une importance particulière au cours des années ou des décennies à venir. Les travaux sont présentés au Conseil d'Administration chaque début d'année.

Deux sujets de prospective étaient prévus pour l'année 2024 :

- L'organisation, en collaboration avec de nombreux partenaires, d'une conférence internationale sur les usages de la prospective dans les organismes de santé et sécurité au travail, qui s'est tenue à Paris le 14 novembre 2024. L'événement a rassemblé près de 140 personnes, de 20 nationalités différentes et a permis de découvrir les travaux de prospective en SST menés dans plusieurs pays ainsi que leurs méthodologies de veille sur les risques émergents.
- La conduite d'un nouvel exercice de prospective sur le thème : « Évolutions démographiques à 2050, quels enjeux de santé et sécurité au travail ? » qui fera l'objet d'un Webinaire en avril 2025.

La veille consacrée aux évolutions du travail a été poursuivie en intégrant le suivi des enjeux identifiés lors du dernier exercice sur la transformation du pilotage des activités à l'horizon 2040.

Pour 2025 l'exercice de prospective retenu par le Conseil d'Administration porte sur les grandes masses de données. De nouvelles capacités de collecte, de stockage et d'exploitation des données ont été développées, ouvrant de nouvelles perspectives en matière de recherche, de suivi médical et de prévention. Ce développement soulève des questions techniques, éthiques, juridiques et assurantielles. Les objectifs de cet exercice de prospective incluent la réalisation d'un panorama des possibilités offertes par ces nouvelles capacités et l'identification de cas d'usage utiles à la prévention, en précisant les conditions de déploiement et les limites.

1.6 Les activités socles

Les sujets considérés comme disciplinaires sont regroupés en **socles** associés aux grands domaines techniques de la prévention et aux actions de fond de l'Institut.

Les socles couvrent :

- **La prévention des risques liés à l'organisation et aux situations de travail**
 - Troubles musculosquelettiques (TMS)
 - Risques psycho-sociaux (RPS)
 - Les pratiques addictives
 - Postures sédentaires
 - Nouvelles technologies
 - Vieillesse, retour au travail et prévention de la désinsertion professionnelle
 - Nouvelles formes d'emploi, de travail et d'organisation
 - Horaires atypiques
 - Conception des lieux et des situations de travail (CLST)
- **La prévention des risques chimiques**
 - Développement de méthodes
 - Agents cancérogènes ou mutagènes (CMR)
 - Agents reprotoxiques
 - Agents sensibilisants/allergisants
- **La prévention des risques physiques et mécaniques**
 - Rayonnements optiques
 - Rayonnements ionisants
 - Électricité
 - Incendie-Explosion
 - Bruit
 - Vibrations
 - Champs électromagnétiques
 - Équipements de travail – machines dangereuses
 - Ambiances thermiques
 - Chutes
 - Transport et logistique
 - Risque routier
- **La prévention des risques biologiques**
 - Risque infectieux
 - Risque allergique
 - Risque toxique

1.6.1 La prévention des risques liés à l'organisation et aux situations de travail

L'organisation du travail et la conception des lieux et situations de travail jouent un rôle majeur en matière de prévention des risques professionnels, à la fois sources de risques et facteurs de protection. L'essor des nouvelles technologies, la digitalisation du travail, l'impact du développement durable sur les conditions de travail, représentent autant de vecteurs de mutations dans les organisations de travail. Ces évolutions sont à l'origine d'un programme qui s'oriente non seulement vers l'analyse et le suivi des risques déjà existants, mais également sur une observation approfondie des tendances technico-organisationnelles à l'œuvre et un investissement sur les leviers de prévention dédiés.

En termes de **suivi des risques déjà existants**, l'INRS a poursuivi les études autour des Troubles Musculo Squelettiques liés notamment au travail sur écran et aux différents dispositifs de pointage, qui devraient aboutir à une nouvelle brochure et à des affiches en 2025. L'INRS a également démarré un travail d'instruction visant à élaborer nouveau projet d'étude sur les effets physiologiques des modalités de rupture de la posture sédentaire assise (durée, typologie...), afin de proposer des actions de prévention adaptées.

Concernant les Risques Psycho Sociaux, l'étude « Contraintes de l'activité dans les nouvelles formes d'emploi et de travail : quelle prévention ? » s'est terminée en 2024 et a conduit à une thèse universitaire en psychologie. Divers supports d'information ont également été actualisés et une nouvelle campagne digitale d'information a pu être réalisée en fin d'année auprès de managers. Plusieurs stages de formation ont été mis au point autour de la prévention des accidents de travail en lien avec l'organisation et les situations de travail.

L'INRS a publié en mars 2024 un article intitulé « *Tabagisme, vapotage et travail* ». Deux stages de formation à la prévention des risques liés aux pratiques addictives en milieu professionnel ont été réalisés, l'un au profit des préventeurs, l'autre au profit des Services de prévention et de santé au travail.

Les travaux autour de **sujets émergents** sont liés soit aux nouvelles technologies soit aux nouvelles organisations du travail. L'INRS a ainsi pu valoriser, via des publications, les résultats de l'étude sur le processus d'acceptabilité des exosquelettes et dont les enseignements seront appliqués à d'autres systèmes pour l'élaboration de repères méthodologiques et permettront d'actualiser le document ED 6531 « *Nouvelles technologies d'assistance physique (exosquelettes, robots...) Comment réussir leur intégration ?* ».

Concernant les nouvelles organisations du travail, plusieurs actions ont porté sur la question du travail à distance. Une réflexion a été initiée sur les différentes distances (distance à l'objet de l'activité, distance des locaux employeur, distance du collectif, distance de son encadrement, etc.), leur nature (psychologique, physique, etc.), ainsi que la manière dont chacune peut affecter les situations de travail et représenter un risque pour la santé/sécurité. Ce travail pourrait permettre de rendre plus opérationnelle cette notion de « travail à distance » pour la prévention.

Les travaux d'instruction portant sur les évolutions de l'organisation de la maintenance ont donné lieu à publication.

Une enquête a été menée sur la santé-sécurité du télétravail en coworking pour clarifier le cadre juridique, les enjeux et les moyens d'actions du préventeur.

Par ailleurs, les résultats de l'étude portant sur les leviers organisationnels de prévention des risques liés au travail de nuit et au travail posté, terminée en 2023 ont fait l'objet d'une publication.

L'INRS a maintenu en 2024 sa participation au groupe de travail de l'ANSES, visant à étudier les effets sanitaires des horaires atypiques autres que le travail de nuit.

En réponse à l'émergence de la question de la « semaine de 4 jours », une étude courte a été ouverte.

1.6.2 La prévention des risques chimiques

La prévention des risques chimiques représente une large part de l'activité de l'INRS. On entend par risque chimique les conséquences néfastes que pourrait avoir sur la santé une exposition à toute substance, quelle que soit la forme physique sous laquelle elle se présente (particulaire, liquide, gazeuse) et quelle que soit la nature des risques encourus : cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction (CMR), allergiques ou susceptibles d'entraîner toute autre pathologie liée à l'exposition. L'INRS développe des méthodes pour mieux appréhender ces risques et proposer des solutions de prévention.

Les substances dangereuses qui ont fait l'objet de travaux en 2024 sont principalement les métaux lourds, les CMR, les nanoparticules (oxydes de terres rares, nanotubes de carbone...) et les substances allergisantes. Des substances chimiques neurotoxiques ou susceptibles d'affecter l'oreille interne et de générer des troubles de l'audition ou de l'équilibre ont également été étudiées ; c'est le cas des solvants aromatiques tels que le toluène, le styrène et les isomères du xylène, très présents en milieu de travail et qui font pourtant l'objet de peu de travaux de recherche.

L'INRS a poursuivi le développement de méthodes alternatives *in vivo* et *in silico* capables de prédire les effets d'un grand nombre de substances. Une méthodologie de prélèvement surfacique validée sur un nombre important de cas en situation réelle avait permis d'harmoniser les pratiques. La validation d'outils de prélèvement surfacique automatisé en entreprise s'est poursuivie et une étude portant sur l'évolution chimique et toxicologique des polluants initialement déposés sur les surfaces de travail a été ouverte.

Les nombreuses bases de données ont été enrichies et actualisées pour tenir compte, par exemple, des évolutions réglementaires en termes de valeur limite d'exposition.

Le partenariat initié en 2019 avec l'IRSST (Montréal) et l'Université de Montréal sur le logiciel MiXie qui permet une évaluation des risques dans les cas de polyexpositions a été reconduit pour une durée de 5 ans.

Le développement et la mise à jour des fiches toxicologiques, constituant une base de données de référence sur les substances chimiques, s'est poursuivie avec une trentaine de fiches créées ou réactualisées.

Pour ce qui est de la biosurveillance, L'INRS participe depuis 2022 au projet européen PARC (Partnership on the Assessment of Risks from Chemicals) qui s'inscrit lui-même dans le cadre Horizon Europe, un programme de soutien à la recherche et à l'innovation pour la période allant de 2022 à 2028. L'objectif de PARC est de renforcer la recherche et sa capacité d'innovation pour évaluer les risques chimiques afin de protéger la santé humaine, l'environnement et contribuer à un environnement, y compris professionnel, non toxique. Deux études de biosurveillance (sur l'exposition aux médicaments anticancéreux et les expositions lors du traitement des déchets) se sont poursuivies en 2024 par la rédaction des protocoles harmonisés et la préparation des dossiers réglementaires RIPH. Un premier essai inter-laboratoires a été lancé fin 2024, afin d'harmoniser les méthodes pour mettre en œuvre les approches métabolomiques dans ce projet.

L'outil **Seirich** d'évaluation du risque chimique développé par l'INRS, disponible sur Internet et téléchargé près de 330 000 fois depuis sa mise en production en 2015 (toutes versions confondues), aide l'entreprise ou le préventeur à établir la liste des actions prioritaires à engager, en se basant sur le recensement et l'utilisation des produits présents dans l'entreprise. Des travaux d'amélioration sont engagés depuis 2019 pour renforcer son statut de méthode de référence en France. La majeure partie des pistes d'amélioration des algorithmes de Seirich proposées dans le cadre d'une thèse soutenue fin 2022 ont été intégrées dans la nouvelle version (4.0.0) de Seirich mise à disposition en octobre 2024, simultanément à la mise à jour de son guide méthodologique (ED 6485). Sa mise en ligne a fait l'objet d'une journée dédiée auprès des référents Seirich en mars 2024, et d'un atelier lors du congrès national de médecine et santé au travail qui s'est déroulé en juin 2024.

1.6.3 La prévention des risques physiques et mécaniques

Le domaine des risques physiques et mécaniques est encadré par de nombreux textes réglementaires issus de directives ou règlements européens. L'INRS et le réseau des caisses ont continué à agir en cohérence avec le ministère en charge du Travail pour en faciliter l'application par les entreprises et les préventeurs.

Sur les aspects techniques, l'INRS accompagne le réseau des Caisses, notamment à travers deux instances de coordination : la plénière « équipements de travail » (réunissant les correspondants équipements de travail des caisses) et la plénière « risques physiques » (réunissant les centres de mesures physiques des caisses). Des groupes de travail animés par l'INRS et réunissant des préventeurs des Centres de mesures physiques ou des Caisses se réunissent pour des échanges de pratique, des transferts d'expertise ou des retours du terrain sur des problématiques de prévention.

En 2024, les actions se sont poursuivies sur l'ensemble des modes d'actions de l'Institut, depuis l'amélioration et la création de connaissances jusqu'aux produits d'information, la formation, la métrologie, l'ingénierie technique de prévention, l'expertise et la normalisation. La mise à jour de l'offre documentaire et la rédaction de nouveaux documents font l'objet d'un effort particulier. L'INRS contribue également à la rédaction des recommandations de la CNAM.

L'INRS apporte également une contribution importante à la normalisation française, européenne et internationale, avec une finalité qui couvre la définition de méthodes de mesure, de protocoles d'essai, de spécifications techniques pour les équipements de travail, de niveaux de performance des équipements de protection individuelle et, de compétences des travailleurs pour intervenir dans certaines situations. En parallèle, l'INRS a poursuivi sa mission d'assistance aux entreprises, préventeurs et services de santé au travail en répondant à leurs questions et sollicitations sur ces risques (environ 3000 questions par an).

L'INRS a poursuivi son travail pour maintenir, enrichir et promouvoir les nombreux outils pratiques d'évaluation simplifiée des risques, de conception sûre ou des bases de données de solutions ou d'exposition qui ont été élaborés par l'Institut (tels que Mavimplant, Colphy...).

L'année 2024 a également permis l'amélioration des connaissances pour la prévention des risques dans les différents domaines que sont le bruit, les rayonnements optiques, les vibrations, les champs électromagnétiques, les ambiances thermiques et les interfaces homme-machine.

1.6.4 La prévention des risques biologiques

Les actions de l'INRS en 2024 ont concerné plus particulièrement l'amélioration des connaissances sur les expositions et les populations exposées à des agents biologiques pathogènes, la prévention du risque infectieux lié à l'usage de l'eau, la prévention du risque allergique dans les entreprises de fromagerie, la sensibilisation aux zoonoses et leur prévention, les solutions techniques de réduction du risque biologique.

Les essais sur les épurateurs autonomes ou les purificateurs d'air intérieur débutés en 2023 ont été complétés en 2024 sur d'autres modèles microbiens (notamment certains bactériophages en tant que modèles de virus) et pour d'autres systèmes d'épuration comme la décontamination à UVc.

Pour éclairer le choix des préventeurs, un article est paru dans la revue Hygiène et sécurité du travail sur la comparaison des essais normatifs demandés pour les équipements de protection individuelle contre les risques biologiques (vêtements, gants, masques) à ceux demandés pour les dispositifs médicaux afin d'éclairer les préventeurs sur le choix des équipements.

Un outil numérique d'aide à l'évaluation et à la prévention des risques biologiques a été mis à disposition en octobre 2024 après avoir été testé par l'INRS et le réseau prévention de l'Assurance maladie – Risques professionnels (Carsat). Il est basé sur des questionnaires accessibles à des non-spécialistes. Un webinaire de présentation de l'outil a accompagné en novembre 2024 sa mise en ligne.

Afin de répondre à un manque de connaissances sur la possible émission d'aérosols y compris biologiques lors de l'ouverture de tubes fraîchement centrifugés, des essais ont été réalisés en 2024 ; ils ont mis en évidence l'absence d'émission d'aérosols quelle que soit la nature dans les conditions étudiées. Le transfert des connaissances au travers d'articles scientifiques est prévu pour 2025.

Une journée technique de l'INRS portant sur la prévention des risques liés aux bioaérosols s'est tenue en novembre 2024. Elle a réuni plus de 500 participants.

Le module d'autoformation à distance « *Acquérir les notions de bases sur les risques biologiques* » a été mis en ligne en octobre 2024 sur la plateforme de formation de l'INRS. Trois nouvelles vidéos de sensibilisation sur les risques biologiques ont été créées et mises à disposition sur le site de l'INRS.

En 2024, un effort particulier a été porté à l'actualisation de l'offre d'information disponible sur le site internet www.inrs.fr : dossiers ou pages web, brochures, dépliants ou affiches ont été mis à jour en sus de la production de nouveaux supports, en particulier d'articles dans les revues de l'INRS ou de vidéos.

1.7 Les thématiques Focus

1.7.1 Aérosols

La thématique « **aérosols** » propose une approche transversale de la prévention du risque aérosol, selon une vision globale de son cycle de vie, de sa production (la source) à l'exposition des salariés, en passant par les phénomènes de transfert dans les atmosphères de travail et dans les dispositifs de prélèvements, le dépôt sur les surfaces et la remise en suspension. Il s'agit en particulier de bien intégrer les spécificités physiques de certains aérosols à la lumière des connaissances actuelles. La thématique est organisée selon 3 axes : identification et limitation des sources d'aérosols, comportement des aérosols évolutifs et spécifiques, caractérisation et maîtrise des phénomènes de transfert (incluant les problématiques correspondantes associées à la métrologie des expositions). L'INRS a poursuivi les travaux engagés autour de la thématique.

1.7.2 Technologies numériques et organisation.

L'année 2024 a permis de poursuivre et d'engager de nouveaux travaux, structurés autour des trois objectifs généraux de la thématique « **technologies numériques** » qui sont : communiquer et sensibiliser, transférer des connaissances déjà acquises, et acquérir de nouvelles connaissances.

Les actions de veille et d'animation d'un réseau d'acteurs en interne et en externe à l'INRS, engagées en 2023, se sont poursuivies en 2024. Les études, préalablement engagées se sont poursuivies et ont donné lieu à des valorisations destinées à un public varié, en particulier concernant les usages et conditions d'usage des logiciels de soin en Ehpad ou les moyens de mesure objectifs de la charge mentale de travail.

De nouvelles études ont été instruites et engagées en 2024, notamment sur l'évaluation de la charge mentale en situation d'interaction avec une technologie de réalité virtuelle ou la capacité de robots mobiles à éviter une collision avec un obstacle mobile.

1.7.3 Polyexpositions

Cette thématique porte sur trois situations spécifiques de **polyexpositions** : substances chimiques et agents biologiques ; substances chimiques et travail de nuit ; substances chimiques et charge physique. Les travaux réalisés en 2024 ont consisté à poursuivre des actions déjà engagées et à instruire de nouveaux projets pour les années à venir.

En 2024, deux études ont porté sur des co-expositions aux agents biologiques et substances chimiques dans l'industrie agroalimentaire, une autre sur la co-exposition charge physique et substances chimiques, et une, plus générale, sur la base de la co-analyse de bases de données disponibles. Parallèlement, des travaux d'instruction ont été réalisés sur les allergies liées aux protéines et aux substances biocides. Ces travaux prometteurs ont conduit à la proposition d'une étude longue qui débutera en 2025. Les actions de veille bibliographique ont été poursuivies.

Les demandes d'assistance des entreprises ont conduit à la mise en place d'un groupe de travail qui a élaboré une proposition de méthode d'évaluation des polyexpositions à destination des préventeurs, dont la finalisation est prévue pour 2025. Enfin, un plan de communication a été élaboré et validé en 2024 afin de transférer les résultats obtenus aux acteurs de la prévention.

1.7.4 Limitations de l'émission de gaz à effet de serre et impact en santé au travail

Sobriété énergétique, décarbonation, énergies renouvelables, puits de carbone... Le monde du travail est de plus en plus impacté par les mutations associées au changement climatique, à travers l'apparition de nouveaux risques liés aux évolutions technologiques et d'organisation mises en place pour réduire les émissions de [gaz à effet de serre](#). Cette thématique s'intéresse aux effets indirects du changement climatique sur le monde du travail.

Les actions réalisées en 2024 se répartissent en trois axes :

- La réduction des consommations énergétiques à travers la rédaction d'un guide méthodologique pour aider les entreprises à réduire leurs consommations énergétiques tout en garantissant la préservation de la santé des salariés et l'amorce du guide de prévention sur la mise en œuvre de matériaux d'isolation, dont les matériaux biosourcés ;
- Les énergies renouvelables, leur stockage et leur mise en œuvre à travers la poursuite de la rédaction d'un guide de prévention sur la gestion des véhicules hors d'usage (VHU), dont les véhicules électriques ou hybrides, la poursuite de l'étude sur l'identification des émissions de polluants provenant de l'électrolyte lors du cycle de vie des batteries au lithium, et la réalisation d'un webinaire consacré à l'installation et à la maintenance de panneaux photovoltaïques ;
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre, avec la proposition du krypton comme gaz de substitution de l'hexafluorure de soufre (SF6) utilisé comme gaz traceur pour détecter les fuites dans de nombreux tests normatifs.

1.7.5 Intérim et contrats courts

En 2024, l'offre d'information de l'INRS portant sur [l'intérim](#) a été étoffée et l'outil OIRA a été mis à jour pour y faire apparaître une question portant sur le recours à des salariés intérimaires.

Par ailleurs, l'INRS a participé à une journée d'études portant sur « La précarité au travail : intérimaires, saisonniers, travailleurs détachés, bas salaires... » organisée par l'Institut de Santé au Travail du Nord de la France. Une présentation intitulée « *Salariés intérimaires : relation tripartite et dispositions spécifiques en santé et sécurité au travail* » a été faite à cette occasion.

Une veille documentaire et juridique a été créée afin d'alimenter l'instruction de l'étude longue à venir sur l'identification des leviers de prévention dans le secteur de l'intérim. Le 1^{er} bulletin de veille est paru en février 2024.

L'INRS a par ailleurs poursuivi son accompagnement des CARSAT pour le déploiement de l'approche sectorielle intérim.

Enfin, une rencontre entre l'INRS et le syndicat professionnel Prism'emploi a eu lieu en octobre afin d'échanger sur les nouveaux supports d'information, créés ou à venir, de l'INRS, recueillir les attendus de la branche pour la cible « entreprise de travail temporaire » et échanger sur les impacts en matière de pratiques de prévention et de l'évolution réglementaire récente portant sur la répartition à parts égales du coût des AT/MP entre l'agence d'emploi et l'entreprise utilisatrice.

1.7.6 Perturbateurs endocriniens

Les perturbateurs endocriniens (PE) sont des substances ou des mélanges chimiques possédant la capacité d'interférer avec le système hormonal. Ils peuvent avoir des effets néfastes sur des fonctions aussi essentielles que la reproduction, la croissance, le développement ou encore le métabolisme. Ces effets peuvent concerner les individus exposés mais également leur descendance. Les sources d'exposition en entreprise sont nombreuses et variées. Il importe donc de développer et de diffuser des connaissances pour aider les entreprises à évaluer et à prévenir les risques associés.

En 2024, un outil d'aide au repérage des PE a été achevé avec le concours de plusieurs caisses et la rédaction de fiches d'aide à la substitution des PE s'est poursuivie en partenariat avec l'Ineris. Certains logiciels et bases de données de l'INRS (Mixie, Outil d'évaluation des niveaux d'exposition professionnelle et Fiches toxicologiques) ont été mis à jour.

Des travaux visant à caractériser les émissions et les niveaux d'exposition de salariés aux retardateurs de flamme dans la filière du traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) se sont poursuivis. Plusieurs études toxicologiques ont également été conduites notamment afin d'estimer la pertinence de tests de toxicologie usuels mettant en œuvre des modèles *in vitro* pour évaluer les effets génotoxiques et de perturbation endocrinienne potentiels de fluides de coupes hydrosolubles neufs et usagés. Les travaux épidémiologiques, débutés en 2022, portant sur la relation entre l'exposition professionnelle des coiffeuses au résorcinol et les troubles de la fonction thyroïdienne, se sont poursuivis. Enfin, des éléments sur la prévention des risques associés aux PE ont été intégrés dans plusieurs stages dispensés par l'INRS, un symposium dédié aux PE a été proposé lors du Congrès national de médecine et de santé au travail et des collaborations se sont poursuivies avec SpF et l'AFPA.

2 EXÉCUTION DU BUDGET

La COG n'étant pas signée au démarrage de l'exercice 2024, l'INRS a commencé l'année 2024 avec un budget transitoire équivalent à 80 % du budget initial de 2022, soit 63,2 M€.

La COG 2023-2028 signée le 5 juillet 2024 attribuant une subvention de 86 M€ pour 2024 et une dotation complémentaire a été notifiée le 1^{er} août 2024.

2.1 Comparatif budget courant voté/ budget courant exécuté (en M€)

INRS	Budget Voté 2024	Variation E / V 2024	Budget Exécuté 2024
Personnel			
Budget frais de personnel	63,900	-2,79 %	62,114
Fonctionnement (hors personnel)			
+ exécuté : 18,048 M€ - Recettes réintégrées : 0 M€	19,500	-7,45 %	18,048
Total budget de fonctionnement	83,400		80,162
Investissements	5,000	46,96 %	7,348
TOTAL	88,400		87,510
Recettes	-2,400		-2,833
<i>Abandons sur exercice antérieur</i>			-0,065
<i>Mouvements hors budget</i>			0,367
Subvention	86,000	-1,19 %	84,979

Source : note d'exécution budgétaire

Ce tableau exprime l'ensemble des éléments d'exécution budgétaire relatifs au budget alloué de l'exercice 2024. Le budget 2024 a été voté le 26/10/23.

2.2 Exécution détaillée du budget

Libellé projet budgétaire	Budget 2024 initial	Virements	Modification des crédits	Contrats Engagements	Dépenses réalisées	Crédits reconduits	Crédits non consommés
Immobilisations Incorporelles	915 000,00	1 177 757,70	2 092 757,70	1 052 757,70	1 052 757,70	1 040 000,00	0,00
Immobilisations Corporelles	2 413 000,00	2 842 024,51	5 255 024,51	4 612 024,51	4 612 024,51	643 000,00	0,00
Immobilisations Financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits à répartir	1 672 000,00	-1 672 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement en €	5 000 000,00	2 347 782,21	7 347 782,21	5 664 782,21	5 664 782,21	1 683 000,00	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	5 939 747,00	-95 772,48	5 843 974,52	5 843 974,52	5 843 974,52	0,00	0,00
Charges de personnel	56 533 915,00	626 828,27	57 160 743,27	56 270 217,72	56 270 217,72	0,00	890 525,55
Crédit à répartir	1 426 338,00	-1 426 338,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel en €	63 900 000,00	-895 282,21	63 004 717,79	62 114 192,24	62 114 192,24	0,00	890 525,55
Achats	5 211 437,17	1 772 267,01	6 983 704,18	6 983 704,18	6 983 704,18	0,00	0,00
Services Extérieurs	2 969 634,22	2 037 730,21	5 007 364,43	5 007 364,43	5 007 364,43	0,00	0,00
Autres Services Extérieurs	3 575 292,45	1 216 184,43	4 791 476,88	4 791 476,88	4 791 476,88	0,00	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	306 106,92	270 287,61	576 394,53	576 394,53	576 394,53	0,00	0,00
Diverses autres charges - hors paie	101 822,44	70 718,20	172 540,64	172 540,64	172 540,64	0,00	0,00
Charges techniques & autres charges de gestion courantes	309 930,54	206 088,80	516 019,34	516 019,34	516 019,34	0,00	0,00
Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits à répartir	7 025 776,26	-7 025 776,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement en €	19 500 000,00	-1 452 500,00	18 047 500,00	18 047 500,00	18 047 500,00	0,00	0,00
TOTAL EN €	88 400 000,00	0,00	88 400 000,00	85 826 474,45	85 826 474,45	1 683 000,00	890 525,55

Source : extrait de la balance budgétaire

Clôture du budget 2024 (unité : €)

Crédits courants	Budget initial	Budget actualisé	Consommé	Abandons	Reconduits
Budget invest. Courant	5 000 000,00	7 347 782,21	5 664 782,21	0,00	1 683 000,00
Budget paie courant	63 900 000,00	63 004 717,79	62 114 192,24	890 525,55	0,00
Budget fonct. Courant	19 500 000,00	18 047 500,00	18 047 500,00	0,00	0,00
Total crédits courants	88 400 000,00	88 400 000,00	85 826 474,45	890 525,55	1 683 000,00
Crédits reportés	Budget initial	Budget actualisé	Consommé	Abandons	Reconduits
Budget invest crédits reportés		0,00	0,00	0,00	0,00
Budget fonct crédits reportés		0,00	0,00	0,00	0,00
Total crédits courants		0,00	0,00	0,00	0,00
Réintégration recettes	Budget initial	Budget actualisé	Consommé	Abandons	Reconduits
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	
Paie	0,00	0,00	0,00	0,00	
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	
Total réintégration recettes	0,00	0,00	0,00	0,00	
Budget 2024	Budget initial	Budget actualisé	Consommé	Abandons	Reconduits
Total budget investissement	5 000 000,00	7 347 782,21	5 664 782,21	0,00	1 683 000,00
Total budget paie	63 900 000,00	63 004 717,79	62 114 192,24	890 525,55	0,00
Total budget fonctionnement	19 500 000,00	18 047 500,00	18 047 500,00	0,00	0,00
Total budget 2024	88 400 000,00	88 400 000,00	85 826 474,45	890 525,55	1 683 000,00
Total rendu sur budget				890 525,55	1 683 000,00

Abandon sur exercice antérieur	
Investissement	4 529,59
Fonctionnement	60 414,91
Total abandon sur exercice antérieur 2024	64 944,50

Mouvements hors budget	Abandons
Mouvements dépenses	
Dotation prov stock/client	-9 595,37
Dotation pour risques	-280 000,00
Ristournes reçues	1 673,00
Variation stock	-118 960,37
Créances irrécouvrables	-1 385,00
Charges exceptionnelles	-1 010,15
Impôts	-88 205,00
Autres	-30 038,90
Total mouvements dépenses	-527 521,79
Mouvements recettes	
Reprise prov stock/client	80 162,23
Reprise prov risques	80 000,00
Total mouvement recettes	160 162,23
Total rendu hors budget	-367 359,56

Excédent de recettes	
A - Budget recettes réalisées	2 833 094,56
B - Réintégration de recettes	
C - Budget recettes initiales	2 400 000,00
Total excédent de recettes (A+B-C)	433 094,56

Total rendu CNAM	1 021 205,05
-------------------------	---------------------

Source : budget

3 ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

3.1 Les produits

	LIBELLÉ	2023	2024	Variation 2024/2023
705	PROD. ÉTUDE. POUR TIERS	532 877,19	652 166,40	+22%
706	PRESTATIONS DE SERVICE	852 650,49	727 476,53	-15%
707	VENTE DE PRODUITS D'INFORMATION	993 385,21	868 998,39	-13%
703 / 708	PDTS ANNEXES ET ACTIVITÉS ANNEXES	17 504,05	18 730,42	+7%
	TOTAL VENTES MARCHANDES en €	2 396 416,94	2 267 371,74	
76	PROD. FINANCIER	398 811,24	367 522,52	NA
75/77	PROD. EXCEPTIONNELS (cessions immos)	123 923,52	43 922,23	NA
79	REMBT ASSURANCES FONGECIF OPCA	14 712,83	141 727,27	NA
	PRODUITS DIVERS	28 719,84	12 550,80	NA
	TOTAL RECETTES en €	2 962 584,37	2 833 094,56	

Source : extrait du compte de résultat

En ce qui concerne les ventes, les principales variations sont :

- Une hausse de 119 289,21 € des produits d'études essentiellement due au projet PARC (128 739 €).
- Une baisse des prestations de services de 125 173,96 € qui s'explique par :
 - La baisse des produits de stages à hauteur de 39 000 €
 - La baisse des colloques à hauteur de 48 000 €
 - La baisse des essais divers à hauteur de 30 000 € (de nombreux essais Alasca ayant été faits en 2023)
- Une baisse de 124 386,22 € des ventes de produits d'informations : une forte demande des produits SST a été constatée en 2023 suite à une mise à jour ainsi en 2024 a vu un retour à la normale des ventes de ce produit.

3.2 Les charges

	LIBELLÉ	2023	2024	Variation 2024/2023
604	ACHATS D'ÉTUDES ET DE PRESTATIONS DE SERVICES (en €)	2 254 652,95	2 601 875,14	+15%
606	ACHATS NON STOCKÉS MAT. & FOURNITURES	4 404 618,70	3 504 860,85	-20%
	TOTAL en €	6 659 271,65	6 106 735,99	

Source : extrait du compte de résultat

En ce qui concerne les achats, les principales variations sont dues à :

- Une hausse de 347 222,19 € sur les achats d'études et de prestations diverses (compte 604) qui provient essentiellement des « autres travaux sous-traités » à savoir :
 - Contribution congrès ICOH Marrakech : + 48 000 €
 - Évaluation des programmes nationaux et programmes d'action régionaux de la COG AT/MP 2023/2027 : + 96 220 €

- Campagne de communication de l'INRS sur la prévention des risques liés à l'utilisation des machines au travail : + 52 000 €
- Restitution sur Word de PDF pour la mise à jour d'environ 100 documents d'édition (brochures, fiches ...) : + 18 000 €
- Fiches DEMETER : + 23 000 €
- Tests utilisateurs, maquettes site INRS : + 17 000 €
- Une baisse des achats non stockés de matières et de fournitures et qui concerne les énergies (compte 606). La différence de 1 M€ entre 2023 et 2024 s'explique principalement sur le site de NANCY par :
 - L'utilisation de la chaleur urbaine associée à une baisse du coût du KWh gaz (-41%)

gain de 176 K€ *

(dont de 32 K€, suite à un travail interne, de récupération de trop payé du fait d'un compteur gaz GRDF non fonctionnel)*

- Des facteurs météorologiques favorables
- Les mesures d'optimisation de fonctionnement des installations techniques sur Vandoeuvre,
- La baisse du coût du KWh électrique (- 67% en saison haute Heures Pleines et -97% en saison basse Heures Pleines)

gain de 850 K€

	LIBELLÉ	2023	2024	Variation 2024/2023
613	Locations	195 051,28	160 751,19	- 18%
615	MAINTENANCE/ENTRETIEN ET RÉPARATIONS (y compris contrats de maintenance)	2 542 197,89	2 604 431,16	+ 2%
617	AMOA Informatique	827 200,47	648 505,22	- 22%
	TOTAL en €	3 564 449,64	3 413 687,57	

Source : extrait du compte de résultat

En ce qui concerne les charges externes, les principales variations sont :

- Une baisse des locations immobilières à hauteur de 34 300 € due à une baisse du nombre d'évènements organisés entre 2023 et 2024 (journées techniques)
- Une légère hausse des travaux d'entretien à hauteur de 62 233 € qui s'explique par une forte hausse des travaux d'entretien des matériels (+ 113 000 € faute de l'incapacité budgétaire d'investir) et en contrepartie une baisse des travaux d'entretien des constructions (- 65 000 €)
- Une baisse de 179 000 € de travaux d'accompagnement sur les projets informatiques ralentis en 2024 faute de budget d'investissement disponible.
- Un quasi doublement (+ 25 000 €) du coût de maintenance des installations de CVC et des postes HT-BT sur le centre de Paris (opération de maintenance ponctuelle).
- Une augmentation de près de 28 000 € des charges de copropriété sur le centre de Paris.

4 LES INVESTISSEMENTS

4.1 Investissements exécutés 2024-2025

	2024	2025	Total
--	------	------	-------

1. Équipements et matériels Vandoeuvre	2 400	1 640	4 039
---	--------------	--------------	--------------

1.1. Matériel scientifique	2 124	1 411	3 475
-----------------------------------	--------------	--------------	--------------

Investissements EE (70101)	2	15	17
Investissements courants	2	15	17
Investissements HT (71001)	147	57	204
Investissements courants	147	57	204
Investissements IET (72001)	98	233	331
Investissements courants	35	233	267
MACHINE UNIVERSELLE D'ESSAIS	63		63
ECHOGRAPH			0

Investissements IP (73001)	458	253	711
Investissements courants	356	183	539
ANALYSEUR GAZ OMNISTAR	54		54
ANALYSEUR XRF	48		48
GRANULOMÈTRE			0
SYST CHROMAT IONIQUE		70	70

Investissements MP (74001)	611	450	1 001
Investissements courants	124	262	386
BAT 17 - TRAVAUX LABO CDT COUR	1		1
PILS	56		56
SPECTROMÈTRE ICP-MS	150		150
LECTEUR MICROPLAQUE	37		37
PYROLYSEUR GC-MS	161		161
ENCEINTE VENTILÉE BAT17	33		33
Système de PCR numérique dPCR	48		48
MICROBALANCE PRÉCIS.		68	68
BANC PREL PASSIF		60	60

PROD EAU ULTRAPURE		60	
RAMAN			

Investissements TB (75001)	809	403	1 212
Investissements courants	127	303	430
COMPTEUR A SCINTILLATION	58		58
ICP-MS/MS	283		283
DÉTECTEUR DE MASSE POUR CHAÎNE UHPLC	78		78
SYSTÈME AUTOMATISÉ POUR WESTERN BLOT	71		71
CYRTOMÈTRE	193		193
AUTOMATE ELLA		50	50
CHROMATO PHASE GAZEUSE		50	50
			0

1.2. Matériel services généraux	276	229	505
Investissements courants	40	15	55
Copieurs	63	14	77
Flotte automobile	171	195	366
Mobilier	2	5	7

2. Travaux Vandoeuvre (infrastructures et moyens d'essais)	1 104	2 098	3 202
2.1 Hygiène Sécurité Environnement (500001)	29	58	87
Investissements courants	29	23	52
Travaux de mise en conformité		35	35
2.2. Bancs d'essai, laboratoires, mise aux normes	384	830	1 214
BATI : FG banc d'essai ERM	130	30	160
BE Broyage	22	150	172
BE Enceinte bioaérosols		80	80
BE Décapage laser		80	80
BE Enceinte génération isocyanates		60	60
MP : Banc SAPHARI	186	40	226
Bat 05 - Réaménagements laboratoires bâtiment	25	320	345
Bât 17 - Réhabilitation chambres calmes	19	70	89
Bât 17 - Réaménagements laboratoire pour MA/Dépt MP	2		2
2.3. Maintenance générale	691	1 210	1 900
Investissements courants	254	595	848
Sureté centre de Lorraine			0

Plan RADON	142		142
Installation de compteurs de fluides		50	50
Bât 05 : reprise structurelle piliers		30	30
Bât 13 - traitement aéraulique + salle 3D	82	320	402
Reprise façade + clos couvert Bât 22,23 24, 25		25	25
Bât 32&33&34 : mises en conformité	213	100	313
BTS 7, 12 et 13 - modernisation des ss-stations de chauffage		40	40
BTS 5, 14, 28 et 29 - remplacement onduleurs		50	50

3. Siège parisien	28	358	387
Investissements courants	7	5	13
Copieurs			0
Flotte automobile			0
Mobilier		20	20
Travaux siège - rénovation façades	21	333	354
			0

4. Équipements et matériels Paris	0	35	35
Investissements FOR (12101)	0	6	6
Investissements courants		6	6
			0

Investissements IC (13101)	0	29	29
Investissements courants		29	29
			0

5. SI - SÉCURISATION, GOUVERNANCE ET URBANISATION DU SI	21	260	281
Renouvellement matériel sécurité (serveur, appliance, Firewall...)	21	230	251
Développements spécifiques dans le cadre du SDSI et Urbanisation du SI		10	10
Intelligences Artificielles - Intégration d'outils comportant des IA au sein du SI		20	20
Stratégie Externalisation Vs Internalisation			0
			0

6. PROJETS INFORMATIQUES	2 111	1 109	3 220
6.1. Infrastructure Réseau Télécom et Systèmes	1 116	357	1 473
Remplacement des infrastructures de stockage et de sauvegarde - système d'archivage	624		624
Évolutions Infrastructure Systèmes Réseaux et Télécommunications et remplacement des équipements (commutateurs, routeur, baies, passerelle, système de supervision ...)	143	160	303
Renouvellement matériel informatique, téléphonique, accessoires et assistances	240	57	297
Renouvellement matériel Poste travail et Équipements scientifiques	42	60	102
Acquisitions & mises en conformités logiciels	28	55	84
Migration Microsoft Office 2021 vers Microsoft Office 20XX			0
Renouvellement ou acquisition nouveaux matériels (visioconférence, bornes wifi..)	39	25	64
			0
6.2. Mode action assistance	64	49	113
Maintenance et évolutions de la suite ADOCS/SEIRICH/COLCHIC/SCOLA/COLPHY	44		44
Maintenance et évolutions de MAVIMPLANT		24	24
Maintenance et évolutions de PREMEDIA	20	25	45
Nouveaux projets d'outils en ligne pour l'évaluation des risques professionnels			0
Maintenance et évolutions de la plateforme du Système d'Information Documentaire (SID)			0
6.3. Mode action Études et Recherches	23	62	85
Maintenance et évolutions de GESICA	23	20	43
Logiciels scientifiques - SIMCA (TB)/CATT (IET)/ STAre, Chromspace & Chromcompare (MP)		32	32
Disposer d'une IA pour analyses d'images, vidéos...		10	10
			0
5.4. Mode action Formation	118	288	406
Maintenance et évolutions de Forprev v2 (démultiplication de la formation professionnelle)	40	50	90
Parcours de formation à distance e-Learning	78	140	218
Développement d'un environnement numérique d'apprentissage et refonte module Victor le Menuisier		98	98
Re-conception et remplacement d'OGELI (démultiplication de la formation continue)			0
			0
5.5. Mode action Information et Communication	323	200	523
Évolutions et maintien à jour de la plateforme CMS (Magnolia)	323		323
Évolutions du site de la revue Travail et Sécurité / TMA-TME		40	40
Maintenance & évolutions des sites Web et des outils en ligne de prévention		50	50
Tableaux de bord du catalogue des produits d'informations		30	30
Pompes de prélèvements		40	40
Base de données allergènes gants		40	40

5.6. PROJETS TRANSVERSAUX	468	154	621
Refonte du SIRH - Système d'Information des Ressources Humaines	468		468
Qualiac Cegid XRP Ultimate / TMA-TME		92	92
Gestion des produits chimiques (GPC)		10	10
Évolutions d'applications pour le pilotage aux activités de l'INRS (Coswin, ARD, ACTIMA, Intranet)		30	30
Outil d'évaluation des risques du centre de la Lorraine (TDC)		5	5
Plan de prévention dématérialisé		17	17
			0

Total (1+2+3+4+5+6+7)	5 664	5 500	11 164
------------------------------	--------------	--------------	---------------

Budget COG	5000	5 500	10 500
-------------------	-------------	--------------	---------------

4.2 Les travaux et équipements

Compte-tenu du vote tardif de la COG et d'investissements contraints sur le premier semestre, les travaux ont été limités.

4.2.1 Projets finalisés en 2024

TRAVAUX finalisés en 2024	Impact s/budget 2024
BT 17 labos MA (Solde maîtrise d'œuvre + révisions prix DG travaux)	15 980,46 €
TOTAL TTC	15 980,46 €

Source : BATI

BT 17 – labos MP/MA

Dans le cadre de son plan stratégique 2018-2022, l'INRS avait décidé de mettre l'accent sur la prévention des risques biologiques. Ce risque est étudié depuis plus de 15 ans à l'Institut et a fait l'objet de nombreux travaux d'études, de recherches et d'assistances.

Divers investissements ont été réalisés depuis 2005, en particulier la création d'un laboratoire de microbiologie dédié à ces activités et d'une plateforme de génération d'aérosols microbiens.

Les installations sont respectivement implantées dans les bâtiments 17 et 18 situés au Centre de Lorraine de l'Institut. Le regroupement des installations en un même lieu s'avère aujourd'hui nécessaire. Il permettrait de disposer d'un espace de travail dans lequel les travaux de génération et d'analyse seraient menés dans des locaux contigus, conformes aux bonnes pratiques professionnelles des laboratoires de microbiologie. De plus, les locaux actuellement dédiés à la génération des bioaérosols ne sont plus adaptés aux nouveaux besoins, plus importants que ceux identifiés jusqu'alors.

Compte tenu de l'existence d'un laboratoire de microbiologie de niveau 2 et du potentiel d'évolution des locaux du bâtiment 17, l'option de réaménager ce laboratoire pour y intégrer l'activité de génération de bioaérosols a été retenue. Pour ce faire, il a été nécessaire de réhabiliter 700 m² de surface de laboratoire sur 2 niveaux, avec la création d'une coursive au 1er étage et la mise en place d'une plateforme sur le toit (150m²), permettant d'accueillir les équipements aérauliques nécessaires au bon fonctionnement des équipements scientifiques, tout en garantissant la sécurité des chercheurs et une qualité d'air spécifique à la typologie d'expérimentation qui y sera menée.

Les travaux menés étaient les suivants :

- Le curage, la démolition et le gros œuvre,
- Création de la coursive et d'une plateforme en toiture,
- Cloisonnement et traitement des bureaux du RDC et de l'étage,
- Aménagement des différentes zones du laboratoire,
- Réalisation du traitement d'air avec des cascades de pressions nécessaires aux confinements des locaux de recherche,
- Fourniture et pose du mobilier de laboratoire.

Ces travaux ont été finalisés en 2024, l'impact sur le budget 2024 concerne le solde de la mission de maîtrise d'œuvre et les soldes augmentés des révisions de prix de décomptes généraux des entreprises.

4.2.2 Projets démarrés en 2024

TRAVAUX	Impact s/budget 2024
Projets en cours qui se poursuivent au-delà de 2024	
Création ventilation BTS 10 & 12	170 373,09 €
Bâtiment 5 - Reprise des piliers	1 389,40 €
Bâtiment 5 - Aménagement labos + salle de pesée	25 977,60 €
Bâtiment 13 - Création salle impression 3D, local ESI, local copie	40 458,00 €
Bâtiment 14 - Mise en conformité ventilation	9 600,00 €
Reprise façades + clos couverts bâtiments 22, 23, 24 et 25	5 880,00 €
Mise en conformité labos	230 915,07 €
Déconstruction du bâtiment 18 et prolongement galerie technique	3 682,19 €
TOTAL en € TTC	488 275,35 €

Source : BATI

Création ventilation BT 10 & BT 12

En 2023, des campagnes de mesures de concentration du radon dans différentes galeries techniques et vides sanitaires des bâtiments du centre Lorrain. Il est apparu que les sous-sols des bâtiments 10 et 12 ont des concentrations au-dessus du seuil réglementaire de 300 Bq/m³ en raison de l'absence de ventilation. Les études ont démontré la nécessité de créer plusieurs sauts-de-loup dans les vides sanitaires de ces bâtiments, permettant une ventilation naturelle en sous-sol. Les travaux ont été réalisés au second semestre 2024.

BT 05 – Reprise structurelle des piliers

Suite à l'expertise structurelle menée en 2019 sur les piliers de soutènement du bâtiment 5, il est apparu nécessaire de réaliser une reprise complète des 36 poteaux. Démarrés en 2021, les travaux se sont poursuivis sur plusieurs années. Un diagnostic complémentaire a été réalisé avec l'objectif de traiter les 18 poteaux restants d'ici la fin d'année 2025.

BT 05 - Aménagement labos + salle de pesée

Il s'agit des études pour la création d'un ensemble de locaux salle/laboratoire de pesée et technique (CVC, Filtration, Régulation, Électricité) qui seront à intégrer dans des volumes existants au 3ème étage du bâtiment 5. Cet ensemble sera composé de trois locaux : un sas, une salle de pesée Poudre et une salle de pesée Filtres, dont le taux renouvellement d'air devra être entre 5 et 10 volumes/heure en tout air neuf avec une régulation de température et d'hygrométrie.

Les travaux sont planifiés au second semestre 2025.

BT 13 – Étude pour la création d'une salle impression 3D, d'un local ESI et d'un local copie.

Salle d'impression 3D :

Dans le cadre de l'évolution des technologies de conception et de fabrication de matériels et d'équipements, le pôle E.R.M. est équipé et va se doter de matériels d'impression 3D utilisant des matières plastiques qui doivent être centralisés dans un même lieu dédié à ce process, afin d'adapter les protections collectives qui vont permettre de protéger les salariés.

Le local retenu est situé au rez-de-chaussée du bâtiment 13. En vue de son emménagement, il sera nécessaire de s'assurer des aspects structurels des murs et des dalles pour permettre de démolir toutes les cloisons intérieures. Le local devra pouvoir accueillir 4 imprimantes 3D, 2 fours et 1 équipement de lavage/nettoyage des pièces fabriquées. Les fournitures et consommables de chaque matériel devront être stockés dans le même local dans des mobiliers équipés de zones de rangement adaptées aux différents formats d'encombrement et de poids des références. Le fonctionnement des équipements est soumis à une régulation de la température entre 18°C et 25°C en permanence quelles que soient les saisons. Un traitement d'air spécifique sera mis en œuvre pour garantir la protection collective des salariés.

Local Équipiers de Seconde Intervention :

Le local E.S.I. a été intégré au rez-de-chaussée du bâtiment 13 dans des locaux existants, sans adaptations particulières pour cette activité. Des travaux d'extension sont à réaliser pour optimiser l'espace et mettre en conformité les blocs vestiaires/douches/sanitaires compte tenu de la composition mixte de l'équipe. Le bloc masculin doit être équipé d'espaces de rangements séparés propre/sale et pouvoir accueillir 12 membres. Le bloc féminin doit être équipé d'espaces de rangements séparés propre/sale et pouvoir accueillir 4 membres. Un accès depuis l'extérieur doit être créé pour des raisons de sécurité afin de supprimer la circulation dans le hall E.R.M. et de rapidité d'intervention. Les surfaces retenues sont des anciens ateliers et locaux de stockage de la maintenance situés au rez-de-chaussée du bâtiment au niveau de la façade côté bâtiment 14 et du pignon côté bâtiment 15. En vue de la création d'espaces ouverts, il sera nécessaire de s'assurer des aspects structurels des murs et des dalles pour permettre de démolir certaines cloisons intérieures, condamner et combler des blocs portes et adapter un bloc porte existant en issue de secours. Le traitement de l'air hygiénique est à prendre en compte selon la réglementation en vigueur pour cette catégorie de locaux. Des espaces de stockage sont à créer pour permettre d'y ranger des matériels dédiés à l'activité incendie et à la recherche de personnes en milieux confinés. Un véhicule électrique de type Goupil sera stationné à l'intérieur de cet espace avec son poste de chargement à proximité.

Local copie :

Dans le cadre de l'évolution des activités et l'organisation humaine du pôle E.R.M., il est nécessaire d'adapter les locaux tertiaires du 1er étage de la façade côté bâtiment 11. Les travaux consistent à refermer la cloison entre les locaux 116 et 117 pour créer deux bureaux ce qui implique de transférer les moyens d'impression localisés dans le local 116 et dans la circulation. Le local retenu pour installer ces équipements, est le bloc vestiaire n°2 qui est à réaménager totalement en déconstruisant la douche. Le traitement de l'air hygiénique est à prendre en compte selon la réglementation en vigueur pour cette catégorie de locaux.

Bâtiment 14 – Étude de faisabilité pour la mise en conformité de la ventilation des locaux

L'étude de faisabilité portera sur :

- La conception, le chiffrage et un comparatif de plusieurs solutions techniques optimisées de la ventilation du bâtiment.
- La possibilité d'adapter les équipements de Chauffage Ventilation et Climatisation existants. L'objectif étant de mettre en conformité la qualité de l'air et le confort thermique des salles de réunions, des salles de formations, du local serveurs et de la totalité des locaux tertiaires, tout en prenant en compte la réduction des coûts liés à la consommation énergétique.
- La détermination des coûts liés au remplacement de l'isolation et de l'étanchéité d'une partie de la toiture-terrasse suite à la dépose d'anciens équipements et avant la pose de nouveaux matériels conformément au DTU en vigueur.

Bâtiments 22, 23, 24 et 25 : Reprise façades + clos couverts bâtiments

Un diagnostic structurel des bâtiments a été réalisé par un bureau d'étude spécialisé.

Mise en conformité de laboratoires

Les travaux qui ont été engagés sur la zone de laboratoires de biologie (350 m²) et sur l'extension de bureaux (200 m²) ont consisté en du désamiantage, de la démolition intérieure, de la réfection de la toiture et du cloisonnement intérieur. Sur la partie extension, les dalles de faux plafond ont été remplacées, ainsi que les anciens luminaires par des dalles LED. Un rafraîchissement par une mise en peinture des murs et l'ajout de 2 portes au niveau du couloir principal pour filtrer les entrées par un système de contrôle d'accès par badge ont été réalisés.

Un ancien stockage de bouteilles de gaz scientifique à proximité du bâtiment a été détruit avec une réfection des enrobés.

Des aménagements complémentaires sont prévus en 2025.

Bâtiment 18 : Déconstruction du bâtiment et prolongement galerie technique

Un diagnostic avec prélèvements amiante a été mené dans tout le bâtiment, en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité en 2025 pour la déconstruction de celui-ci et de la possibilité de prolonger la galerie technique à l'avant du bâtiment.

4.3 Les bancs d'essais

Les bancs d'essai sont des dispositifs uniques, développés en interne, afin de répondre aux sollicitations des départements de recherche. Ces prototypes sont créés à des fins de modélisation dans le cadre d'études conduites dans les laboratoires.

4.3.1 Projets finalisés en 2024

Sans objet

4.3.2 Projets pluriannuels

BANCS D'ESSAIS Projets en cours qui se poursuivent au-delà de 2024	Impact s/budget 2024 en € TTC
Banc impression 3D	97 299,60 €
Décapeur low-cost	4 746,24 €
Banc d'essai SAPHARI	185 945,68 €
Banc enceinte air calme	19 494,08 €
Banc d'essai broyage	21 588,73 €
TOTAL	231 774,73 €

Source : BATI

Banc impression 3D

Étude et réalisation d'un banc de génération de fumées émises par des imprimantes 3D polymères (9 têtes d'impression). Le but de ce projet est de reproduire l'utilisation d'imprimantes 3D afin de générer des COV (composés organiques volatiles) et des particules en quantités suffisantes pour la réalisation d'études de toxicologie. À ce titre, l'atmosphère d'exposition est maintenue constante autant que possible (en qualité et quantité de particules ultrafines et COV) sur une journée d'exposition (heures pour mimer une journée de travail) mais aussi sur plusieurs jours consécutifs. Ce générateur s'est voulu le plus évolutif possible en travaillant avec des fils d'ABS dans un premier temps, puis il a été développé pour permettre la thermo-dégradation d'autres thermoplastiques dits techniques ou composites.

Le banc d'essai pourra évoluer suite aux différentes campagnes d'expérimentations initiées en début d'année 2025.

Décapeur low-cost

Une enceinte simplifiée a été réalisée pour permettre le test de décapage de surface avec un décapeur laser en toute sécurité.

En fonction des résultats obtenus, un banc d'essai automatique de décapage laser et de soudage sera conçu en 2025.

Banc d'essai SAPHARI

Ce banc vise à générer des aérosols sous forme de fibres ou particules dans une atmosphère complexe permettant de reproduire les ambiances réelles trouvées sur les lieux de travail. C'est un banc unique, conçu par l'INRS, par son automatisation et sa capacité à produire des échantillons de fibres/particules collectées en séries. L'objectif est de disposer d'un outil automatisé, supprimant l'exposition potentielle des opérateurs aux fibres et particules, limitant les tâches répétitives et l'apparition de troubles musculosquelettiques, améliorant et fiabilisant les opérations de maintenances préventives et curatives tout en permettant de générer des atmosphères contrôlées et maîtrisées en fibres et particules et de collecter plus de 70 échantillons simultanément.

Le banc a été assemblé et monté dans les locaux du bât. 05 en 2019. En 2020 et 2021 des modifications techniques nécessaires à la génération d'amiante sur le banc d'essai ont été réalisées et des travaux d'incorporation d'appareils de mesures ont eu lieu. Des organes de sécurisation des infrastructures techniques du banc ont également été installés.

En 2024 les premières générations d'amiante ont été faites avec le développement de l'automatisation, afin de minimiser les actions humaines et d'optimiser le temps de manipulation.

D'autres interventions seront à réaliser sur le banc en 2025.

Banc enceinte air calme

Il s'agit d'un banc d'essais pour le laboratoire de Métrologie des Aérosols (MA), qui servira à développer, évaluer et promouvoir des techniques et des méthodes permettant de caractériser les aérosols et bioaérosols dans l'air des lieux de travail, à des fins premières d'objectiver les expositions des travailleurs par inhalation. La dénomination « air calme » est caractérisée le plus communément par une valeur de vitesse d'air de $\sim 0,2 \text{ m.s}^{-1}$, mais qui peut fluctuer entre $0,05$ et $0,5 \text{ m.s}^{-1}$ en fonction des auteurs. D'où la possibilité de faire varier les vitesses d'air dans le banc avec un pilotage sur poste informatique par le biais d'une interface de gestion centralisée spécialement développée.

Les parties composant la structure ont été réalisées en 2024, il restera à réaliser l'assemblage des différents organes et à incorporer toute l'automatisation des commandes au 1^{er} semestre 2025.

Banc d'essai broyage

En 2024 : Achat d'un broyeur de laboratoire pour traiter des éléments de type D3E (ex : carte électronique), afin de réaliser différents essais et mesures. Pour 2025 : Réalisation d'un local spécifique en extérieur où le broyeur sera mis en place avec un système de chargement automatique pouvant alimenter en continu la trémie de l'équipement. Un poste de pilotage sera conçu pour piloter l'installation avec un visuel sur la salle d'expérimentation et pourvu d'une isolation phonique. Une enceinte sera réalisée autour du broyeur, permettant la captation des émissions solides et gazeuses issues du broyage des matériaux par une aspiration centralisée et filtrée.

4.4 Les projets informatiques

4.4.1 Projets finalisés en 2024

Projets informatiques finalisés en 2024	Impact s/budget 2024
Projets autour de la plateforme WEB	323 K€
Projet de remplacement des infrastructures de stockage et de sauvegarde	624 K€
Logiciels & licences	22 K€
Équipements d'infrastructure des centres	158 K€
TOTAL en k€ TTC	1 127 K€

Source : ISI

Projets autour de la plateforme WEB et des applications E-Tools qui y sont déployées

Conception d'outillages génériques/réutilisables qui vise à fournir une architecture technique et fonctionnelle inscrite dans le prolongement des bases d'informations pour le web qui permet aussi d'offrir des solutions de réalisation efficaces pour les Quizz, Guides interactifs et calculateurs en ligne :

- WEB : migration Magnolia v5 vers v6
- Adaptation Studio pour Magnolia 6
- Serbio
- Radon
- Refonte du site de la revue RST (Ressources en Santé au Travail)

Projets autour de la plateforme e-learning

Évolutions du site e-Formation : Optimisation de la gestion des comptes utilisateurs pour s'aligner avec les obligations RGPD et pour économiser des licences du Learning Management System (plateforme de formation en ligne).

E-learning conception de module de formation à distance

- Fondamentaux/démarche de prévention, TMS

Dématérialisation des Dossiers d'édition

Dématérialisation du processus du suivi des dossiers d'édition (IC). Centralisation et partage de l'état de la demande.

Développement internalisé et sans coût.

Gestion des NPAI (N'habite pas à l'adresse indiquée) pour les envois de revues et de brochures

Développement d'une application pour traiter efficacement les abonnés aux différentes brochures papiers de l'INRS et pour améliorer la qualité des données de gestion des envois non parvenus.

Développement internalisé et sans coût.

Affichage des offres d'emplois depuis le site inrs.fr

Alignement de l'affichage des offres d'emplois de l'INRS depuis le site inrs.fr à la charte graphique afin d'améliorer l'attractivité de l'INRS pour de futurs candidats.

Développement internalisé et sans coût.

XRP ULTIMATE_QUALIAC - MONTÉE DE VERSION I3_01

Mise à jour technique pour la montée de version de l'actuelle version de Cegid XRP Ultimate (H5.01) vers la version I3.01. Cette version cible constitue le « pré-requis » indispensable pour le futur projet de Dématérialisation des factures.

- Scripting de recopies des environnements
- Installation / Paramétrages / Recette du nouvel environnement I3_01

Projet de remplacement des infrastructures de stockage et de sauvegarde des centres de Lorraine et de Paris

- Remplacement des infrastructures de Stockage SAN et NAS (Bloc, Fichiers)
- Implémentation d'une solution de Stockage Objet (S3, Archivage)
- Migration et décommissionnement des infrastructures de Sauvegarde (Veeam 12, Tina)

Logiciels & licences

Logiciels scientifiques :

- PC Vue,
- QuarkXpress,
- Igor Pro,
- Lab Solution
- Solution de sécurité informatique (Smart Event)

Équipements d'infrastructure des centres de Lorraine et de Paris

Systèmes / Réseaux / télécommunication

- Licences : VMWare datacenter + HCL Notes (messagerie)
- Switchs / Commutateurs Réseaux / Carte graphique
- Serveurs HPE "scientifique" / Veeam 12
- Bornes Wifi pour équiper les laboratoires
- Équipements de visioconférence
- Sécurité du centre de Paris, système de gestion des accès et de vidéo-surveillance

4.4.2 Projets pluriannuels

Projets en cours en 2024	Impact s/budget 2024
SI Ressources Humaines Phase 1	494 K€
FORPREV 2	40 K€
Bases & Application ADOCS, Colchic Scola Colphy 2 et Seirich	45 K€
Gescica	21 K€
Prémédia	20 K€
TOTAL en € TTC	620 K€

Source : ISI

Autour de la plateforme WEB et des applications e-tools qui y sont déployées

- Évolutions du Studio de génération des bases de données et des e-tools (Datapage)

SI Ressources Humaines Phase 1 - Refonte du SIRH périmètre Gestion des temps / Paie / Prévision masse salariale :

- Prestations d'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (cadrage, pilotage, conduite du changement ... etc).
- Paramétrages fonctionnels & techniques de la solution logicielle TeamsRH
- Refonte des applications de gestion des Déplacements et des décomptes d'activités
- SI-RH : Reprise des données GTA de BADGE/400 vers TeamsRH

FORPREV 2

Poursuite de la refonte de l'application Forprev qui est un outil permettant à l'institution de prévention de gérer à l'échelle nationale les partenariats avec les organismes de formation. Ce logiciel outillant le processus de démultiplication des formations du réseau de prévention permet de gérer les habilitations des organismes de formation et entreprises, ainsi que les certifications des formateurs.

- Maintenance corrective et évolutive de l'outil
- Mise à jour du socle technique Angular / Java

Bases & Application ADOCS, Colchic Scola Colphy 2 et Seirich

Développement complémentaire et maintien en conditions opérationnelles de bon fonctionnement des applications et des bases de données sous-jacentes.

- Colphy 2, base nationale de données techniques de nuisances physiques et de ventilation
- SEIRICH est un logiciel expert qui permet d'apporter aux entreprises, quels que soient leur taille et leur niveau de connaissances dans le domaine, une aide à l'évaluation des risques chimiques
- ADOCS/COLCHIC/SCOLA est une suite d'application permettant de collecter et de gérer les données d'exposition aux risques chimiques prélevés en entreprise

Réalisation d'une base de données « Offre d'information de l'INRS »

Application de consolidation et de consultation avancée des contenus informationnels diffusés par l'INRS.

Gescica

Maintenance et évolution de l'application de gestion et de contrôle du banc Saphari

Prémédia

Application d'évaluation de la performance et de l'adéquation des gants de protection.

4.4.3 Projets initiés en 2024

Projets démarrés en 2024	Impact s/budget 2024
Campagne de migration du parc matériel w11 + Office 2021	282 K€
Projet de conception et de mise en œuvre de modules d'e-learning	78 K€
TOTAL en € TTC	360 K€

Campagne de migration du parc matériel vers Windows 11 et Office 2021

Dans le cadre du renouvellement maîtrisé de son parc matériel, l'INRS a décidé de rallonger la durée de vie moyenne des postes utilisateurs en visant un seuil minimum de 6 années. En 2024, plus de 300 équipements PC sont concernés par ce renouvellement et font l'objet d'une campagne de mise à jour matériel, système d'exploitation (Windows 11) et Office 2021.

Autour de la plateforme WEB et des applications e-tools qui y sont déployées

Cadrage, étude et conception d'un nouveau modèle de navigation et d'une nouvelle interface graphique pour les sites Web de l'INRS.

SI Ressources Humaines Phase 2

Refonte du SIRH périmètre : Formation / Gestion des emplois-carrières / Recrutement : prestations d'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (cadrage, pilotage, conduite du changement ...).

Projet de conception et de mise en œuvre de modules d'e-learning

- Risques biologiques (Storyboard – Médiatisation)
- Risques professionnels (Médiatisation)
- Risques bruit (Storyboard – Médiatisation)
- Risques chimiques (Scénarisation - Storyboard)
- Risques psychosociaux (Storyboard)

BioExpPro

Application Web de consultation et gestion de la base de données de biométrie, BioExpPro.

Expérimentations autour des systèmes d'Intelligence Artificielle :

- Solution de transcription automatique (retranscription entretiens)
- Solution de traduction automatique
- Solution d'exploitation et d'interrogation de document en pré-production (RAG)

5 INFORMATIONS SUR LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

5.1 Les assurances

Les assurances ont fait l'objet d'un appel d'offres en 2023, dans un contexte de marché assurantiel particulièrement tendu, avec des tarifs en forte hausse, des exclusions en hausse et un nombre d'acteurs en baisse.

Compte-tenu de ces éléments, pour la couverture « dommage aux biens », la limitation contractuelle d'indemnisation (LCI) a été scindée en 2 et l'Institut est désormais assuré en première ligne à hauteur de 49,9 M€ et en deuxième ligne à hauteur de 40 M€ (auparavant une seule assurance avec une LCI à 89,9 M€).

Une expertise en valeur d'assurance préalable à l'appel d'offre a permis d'actualiser la valeur à neuf de l'ensemble des biens immobiliers et mobiliers de l'Institut afin que les assurances souscrites couvrent la réalité des risques.

À ce jour, et le Conseil d'Administration de l'INRS est informé de cette décision de gestion, la couverture d'assurance en cas de destruction totale est acquise pour le centre de Paris et l'est à hauteur de 45% pour le centre de Lorraine. Ceci s'explique par la structuration du centre, à savoir une trentaine de bâtiments sur 15 hectares. La destruction totale de ce site est fort improbable.

Les contrats d'assurances concernent :

- Dommages aux biens 1^{ère} ligne
- Dommages aux biens 2^e ligne
- Responsabilité civile générale
- Responsabilité civile des mandataires sociaux
- Flotte Auto et assistance
- Assurance missions professionnelles

Le montant global des primes payées pour ces contrats pour l'année 2024 s'élève à 96 673,74 € TTC contre 91 968,33 € TTC en 2023.

	Couverture	2023	2024	Variation
616101000	ASSURANCE VÉHICULES	17 183,27 €	19 914,37 €	+16%
616104000	ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE + RCMS	16 622,50 €	17 991,86 €	+8%
616105000	ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS	54 193,05 €	54 798,00 €	+1%
616801000	ASSURANCE INDIVIDUELLE AGENT EN MISSION	3 969,51 €	3 969,51 €	-
	<i>SOUS-TOTAL</i>	<i>91 968,33 €</i>	<i>96 673,74 €</i>	
616200000	ASSURANCE DO/TRC CONSTRUCTIONS	35 657,71 €	26 705,44 €	-25 %
616104000	ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE RECHERCHE BIOMÉDICALE	2 564,01 €	3 346,10 €	+ 31%
	TOTAL en € TTC	130 190,05	126 725,28	

Source : extrait du compte de résultat

5.2 Les consommations d'énergies

5.2.1 Centre de Lorraine

606 – Achats non stockés de matières et fournitures	2023	2024	Variation
Achats d'électricité	1 688 122	880 395	- 48%
Achats de gaz	707 986	70 133	-16%
Réseau de Chauffage Urbain	66 955	577 346	
Achats d'eau	23 476	22 638	-4%
TOTAL en €	2 486 539	1 550 512	-38%

Source : Suivi des consommations BATI

Pour mémoire, le site de Vandoeuvre a été raccordé, courant de l'été 2023, au réseau de chauffage urbain avec le double objectif de réduire les coûts et d'améliorer l'impact environnemental en privilégiant les énergies renouvelables et en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, la production étant composée pour 1/3 de gaz et de 2/3 d'énergies renouvelables.

Sans coûts d'investissement pour l'INRS, les travaux étant intégralement pris en charge financière par des subventions européennes (soit plus d'un million d'euros).

5.2.2 Centre de Paris

606 – Achats non stockés de matières et fournitures	2023	2024	Variation
Achats d'électricité	151 142	87 156	- 6,5 %
Achats de gaz	31 328	29 284	- 47,4 %
Achats d'eau	3 986	2 095	-42,3 %
TOTAL en €	186 456	118 535	- 36,4 %

Source : Suivi des consommations GSP

Les achats de gaz et d'électricité sont en très nette baisse compte tenu de la baisse des tarifs survenue en 2024.

6 INFORMATIONS SUR LES DONNÉES SALARIALES

La COG 2018-2022 prévoyait une stabilité de l'effectif soit 579 postes CDI ouverts. Sur la période dite « inter- COG » aucun recrutement n'est autorisé outre des cas de compétences clés nécessaires au maintien des activités. Ceci explique une baisse significative des effectifs.

Données sociales	2023	2024
Évolution de la masse salariale en M€	35,61	37,98
Évolution des effectifs (CDI) **	551	549
Départs en retraite en effectif (RH)	18	13

Source : Ressources Humaines

** CDI présents au 31/12 de l'année

6.1 Intéressement

Le calcul de la prime d'intéressement s'appuie sur des critères de performance des différents modes d'action et également sur des indicateurs relatifs au fonctionnement interne de l'Institut (notoriété, consommations énergétiques, frais de formation du personnel...).

Le précédent accord d'intéressement couvrait la période 2021-2023. Des négociations ont eu lieu en 2024 et ont donné lieu à un nouvel accord signé le 28/05/24. Il est conclu pour la période 2024-2026 et comporte de nouveaux indicateurs.

ANNÉE	PROVISION (en €)	RÉEL*
2023	683 694	720 431
2024	729 744	-

Source : Comptabilité

L'intéressement provisionné au 31/12/24 représente 1,6% de la base URSSAF dé plafonnée annuelle, soit 37 981 418 € auxquels s'ajoute le forfait social de 20%.

* Le calcul de la prime d'intéressement est basé sur les résultats de 2023, cette prime est égale à 1,54% de la base URSSAF dé plafonnée annuelle.

Le nombre de salariés ayant bénéficié de l'intéressement est de 604 en 2024 contre 607 en 2023.

6.2 CET

Au total à fin 2024, 10 034 jours sont épargnés et représentent 5 239 489 €.

SOLDE AU 31/12/2023	CONSOMMATION 2024	PERCO 2024	ÉPARGNE 2024	RÉAL/ REEV/ABT	SOLDE AU 31/12/2024
5 213 053	- 355 386	- 161 355	605 241	- 62 064	5 239 489

Source : Comptabilité

La couverture de la dette CET doit être contractuellement inscrite à la trésorerie de l'INRS et consignée dans un compte de réserve.

Le montant de la trésorerie consignée est ajusté à la mi-janvier de l'exercice suivant.

6.3 PEE PERCO

	2023	2024
CET Jours versés	376	302
Nombre de salariés bénéficiaires	49	37
Intéressement - Nombre de salariés	327	336

Source : Comptabilité

6.4 Autres provisions

Indemnités de départ en retraite	2023	2024
Provisions IDR en €	3 203 424	3 287 836
Congés à payer		
Provision pour les congés à payer en €	7 221 734	6 806 887

Source : Comptabilité

Les indemnités de départ à la retraite sont traitées comme suit :

- Toutes les indemnités concernant les départs annoncés par les salariés sont comptabilisées, quelle que soit l'année du départ.
- Toutes les indemnités concernant les salariés qui n'ont pas annoncé leurs départs, mais qui auront 62 ans ou plus l'année comptable suivante, sont comptabilisées.

7 EXPOSÉ SUR LA SITUATION FINANCIÈRE

7.1 Compte courant CNAM

Le compte courant a fait l'objet d'une circularisation du Commissaire aux comptes.

Le solde du compte courant a été approuvé par la CNAM par validation du montant proposé par le Commissaire aux comptes sur la circularisation et a confirmé l'inscription de sa créance au bilan de l'INRS à hauteur de 12 914 411,86 €.

Typologie de la dette	Solde au 31/12/2024 (en €)
ÉLÉMENTS NON DÉCAISSABLES	12 558 967,00
Prov. Congés Payés	6 806 887,00
Prov CET	5 239 488,96
Prov. Intéressement	729 244,00
Prov. IDR	3 287 836,00
Prov. Risques et charges	1 735 000,00
Trésorerie CET	-5 239 488,96
ÉLÉMENTS DÉCAISSABLES (1)	355 444,86
Acompte sur immobilisation	0,00
Stocks	-264 991,92
Fournisseurs	2 962 762,89
Clients	-149 202,42
Dettes liées au Personnel (hors provisions supra)	262 248,96
Charges sociales (hors provision supra)	869 378,23
Impôts et Taxes (hors provision supra)	664 955,09
Autres créances et dettes	178 458,64
Recettes à classer	-39,22
Charges et produits constatés d'avance	-687 437,51
Dépréciation clients	4 871,61
Trésorerie hors CET	-3 485 559,49
TOTAL COMPTE COURANT	12 914 411,86

Source : comptabilité

(1) Fera l'objet d'un versement financier de la part de la CNAM ou de l'INRS (en fonction du sens), dès le début de l'année suivante.

7.2 Placements en trésorerie de l'Institut

Au 31/12/24, l'épargne des salariés en Compte Épargne Temps représente 10 034 jours et 5 239 489 €.

7.3 Décomposition de la trésorerie

Au 31/12/24, la trésorerie courante de l'Institut s'élève à 12 914 411,86 €.

La trésorerie réservée au Compte Épargne Temps s'élève à 5 239 489 €.

La banque de l'INRS est le Crédit Lyonnais.

8 INFORMATIONS SUR LES PROVISIONS

	31/12/22	Augmentation 2023	Reprise 2023	31/12/23	Augmentation 2024	Reprise 2024	31/12/24
1/ provisions pour litiges							
Litige social 1	50	0	0	50	0	0	50
Litige social 2	400		100	300	25		325
Litige social 3	220		0	220	0	0	220
Litige social 4	230		0	230	0	0	230
Dossier AMIANTE	300		0	300	0	0	300
Litige social 5	0	80	0	80		-80	0
Litige social 6				0	100		100
Litige social 7				0	35		35
Litige social 8				0	100		100
Litige commercial 1				0	20		20
Total 1 en K€	<u>1 250</u>	<u>80</u>	<u>- 150</u>	<u>1 180</u>	<u>280</u>	<u>-80</u>	<u>1 380</u>
2/ provisions pour impôts							
Taxes foncières et habitation de Paris	325	30	0	355	0	0	355
Total 2 en K€	<u>325</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>355</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>355</u>
TOTAL en K€				<u>1 535</u>			<u>1 735</u>

9 INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

9.1 Tableau des dettes fournisseurs au 31/12/24 par date d'échéance

	<30j		de 30j à 60j		>60j		Total	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Dettes à échoir	1 485 844	548 959	90 862	229 616	-	21 631	1 576 706	800 206
Dettes échues	136 013	4 133	3 354	-225	6 108	12 563	145 476	16 471

Source : comptabilité

9.2 Tableau des créances clients au 31/12/24 par date d'échéance

	<30j		de 30j à 60j		>60j		Total	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Créances à échoir	127 233	117 018	-	-	-	-	127 233	117 018
Créances échues	30 036	101 228	24 953	21 091	39 970	12 747	94 958	135 066

Source : comptabilité

10 INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES (RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE)

LUTTER CONTRE LES GASPILLAGES ET PROMOUVOIR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE : DE LA CONCEPTION DES PRODUITS À LEUR RECYCLAGE

Art. L. 110-1-1 du code de l'Environnement : « la transition vers une économie circulaire vise à dépasser le modèle économique linéaire consistant à extraire, fabriquer, consommer et jeter en appelant à une consommation sobre et responsable des ressources naturelles et des matières premières primaires ainsi que, par ordre de priorité, à la prévention de la production de déchets, notamment par le réemploi des produits, et, suivant la hiérarchie des modes de traitement des déchets, à une réutilisation, à un recyclage ou, à défaut, à une valorisation des déchets. La promotion de l'écologie industrielle et territoriale et de la conception écologique des produits, l'utilisation de matériaux issus de ressources naturelles renouvelables gérées durablement et issus du recyclage, la commande publique durable, l'allongement de la durée du cycle de vie des produits, la prévention des déchets, la prévention, la réduction ou le contrôle du rejet, du dégagement, de l'écoulement ou de l'émission des polluants et des substances toxiques, le traitement des déchets en respectant la hiérarchie des modes de traitement, la coopération entre acteurs économiques à l'échelle territoriale pertinente dans le respect du principe de proximité et le développement des valeurs d'usage et de partage et de l'information sur leurs coûts écologique, économique et social contribuent à cette nouvelle prospérité. »

L'INRS est engagé dans une démarche de développement durable ; des actions ont déjà été entreprises au cours des dernières années et se sont poursuivies en 2024.

1. Égalité hommes/ femmes ;
2. Actions visant à favoriser l'insertion de travailleurs handicapés. Recours à des établissements spécialisés faisant travailler des personnes handicapées ;
3. Achat de papiers labellisés FSC (gestion écologique des forêts) garantissant la provenance de fibres de bois issues de forêts aménagées de façon durable ;
4. Mode de destruction d'archives confidentielles garantissant le recyclage du papier ;
5. Mise en place de tri sélectif des déchets papiers ainsi que le tri d'autres déchets (cartons, déchets verts, bois, métaux, déchets d'équipements électriques et électroniques, cartouches d'encre, piles, etc.) afin de les valoriser par des filières de traitement agréées ;
6. Optimisation de l'utilisation des moyens d'impression et à limitation de l'impression de documents ;
7. Utilisation de système de visioconférence, permettant de réduire les déplacements entre les deux centres ;
8. Engagement d'une démarche « Numérique Responsable » (refonte des baies de stockage, durée de vie et deuxième vie matériel informatique, optimisation du volume numérique des supports diffusés ...) ;
9. Démarche verte chez les jardiniers : utilisation très limitée de produits phytosanitaires ;
10. Flotte de véhicules de service constituée de berlines ou d'utilitaires légers à faible consommation d'énergie et d'émission de CO2 et de véhicules utilitaires électriques ;
11. Mise à disposition d'un parc de vélos en libre-service, présence de bornes de recharges électriques, incitation au covoiturage ;
12. Dans la rénovation et les travaux de réaménagement intérieur des bâtiments, intégration des niveaux de performance énergétique permettant de réduire la consommation d'énergie de 5 à 20% ;
13. Amélioration de l'isolation des bâtiments dans le cadre d'un programme de rénovation de bâtiments anciens ;
14. Mise en service de solutions d'éclairage de bureaux et extérieurs basse consommation (LED) ;
15. Intégration de critères environnementaux dans les appels d'offre tels que : respect des règles sur le bien-être animal, nature des papiers et encres utilisées pour l'impression des publications, origine française des produits de restauration, produits d'entretien écologiques, recyclage du vieux mobilier...
16. Mise en œuvre depuis 2022 d'une démarche de réduction des consommations d'eau et de sobriété énergétique (gaz et électricité) ;
17. Raccordement au réseau de chauffage urbain du site de Vandoeuvre ;
18. Audit énergétique et tertiaire sur les deux centres ;
19. Étude d'opportunité portant sur la possibilité de production d'énergie renouvelable (solaire, éolien, géothermie...).

11 À VENIR EN 2025

11.1 Principales procédures de mise en concurrence prévues

Désignation	Département demandeur	MONTANTS HT (€)
Marchés de fournitures		
Échographe haute résolution	IET	250 000
Photogoniomètre (AO non notifié en 2023)	IET	200 000
Doseur de protéines	TB	60 000
Analyseur de microscopie RAMAN (Investissement 2024)	MP	300 000
Marchés de travaux		
Réaménagement Bt 13	BATI	360 000
Salle de pesée Bt 5	BATI	320 000
Mise en conformité de la protection foudre Centre de Lorraine (MOE et Travaux)	BATI	150 000
Réalisation de 2 enceintes	MP	130 000
Marchés de services		
Maintenance des toitures du Centre de Lorraine (4ans)	BATI	300 000
Restauration collective Centre de Lorraine (4ans)	DAG	1 500 000
Fourniture de gaz scientifiques Centre de Lorraine	DCL	400 000
Maintenance des installations de distribution des gaz scientifiques (4 ans)		
Agence de voyages	DAG	À déterminer
Envoi de lettres électroniques	IC	À déterminer
Prestations graphiques	IC	À déterminer
Relecture des revues HST et RST	IC	À déterminer
Sténotypie	DG	À déterminer
Studio d'enregistrement et diffusion d'évènements	IC	À déterminer
TMA diverses applications développées par ATOS (Colphy, Colchic, Scola et Seirich)	ISI	800 000
Épargne salariale (2 lots – Consultant et solution d'épargne)	RH	À déterminer
Prestation d'accueil Centre de Paris	DAG	À déterminer
SIRH – modules complémentaires	ISI-RH	À déterminer
Accords-cadres divers		
Fournitures de bureaux pour les 2 centres	DAG	À déterminer
Divers Accords cadre "travaux" Centre de Lorraine	BATI	À déterminer

11.2 Agenda des manifestations prévues

Janvier					
Février					
Mars	11 - Remise des prix Challenge Health at work	25 - Journée technique Machines (hybride)			
Avril	01 - Restitution Prospective démographie (distanciel)				
Mai	23 - Remise des prix Concours vidéo De l'école au travail	27 - Webinaire comptabilité électromagnétique des DMIA			
Juin	05 - Webinaire Incendie - Explosion	10 au 12 - Preventica Paris (stand de 36m2 + 3 conférences INRS)	11 au 13 - Groupement des infirmiers du travail (avec stand)	22 - Journées portes ouvertes INRS Nancy	24 - Webinaire TMS
Juillet					
Août					
Septembre					
Octobre					
Novembre	04 - Webinaire Biodéchets - Méthanisation	13 - Webinaire Perturbateurs endocriniens	18 - Journée technique Meopa (distanciel)		
Décembre	02 - Journée technique AT (distanciel) -	04 - Webinaire Accueil intérim	09 - Webinaire CLST Tertiaire		

12 ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement postérieur à la clôture du bilan n'est à signaler.

13 PRISE DE PARTICIPATION

Aucune prise de participation n'est à signaler.

14 LES COMPTES ANNUELS- EXERCICE CLOS AU 31/12/24

14.1 Bilan

ACTIF	Exercice 2024 (en €)			Exercice 2023 (en €)
	Brut	Amort/ Dépréciat°	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, Procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	14 471 371	12 826 700	1 644 671	1 921 341
Immobilisations incorporelles en cours	699 298		699 298	316 828
Avances et acomptes	0		0	0
Immobilisations corporelles				
Terrains	4 528 935	0	4 528 935	4 528 935
Aménagements des terrains	1 951 387	563 330	1 388 057	1 426 824
Constructions	137 323 210	76 820 090	60 503 120	65 373 437
Installations techniques, matériels et outillages	48 490 998	41 213 952	7 277 046	7 309 079
Autres	10 056 315	8 470 753	1 585 562	673 262
Immobilisations corporelles en cours	5 090 835	0	5 090 835	4 109 187
Avances et acomptes	0	0	0	0
Immobilisations financières				
Autres	6 119	0	6 119	6 119
Total I	222 618 468	139 894 825	82 723 643	85 665 012
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	106 050	0	106 050	98 829
Marchandises	887 969	729 027	158 942	216 180
Avances et acomptes versés sur commandes	159 577	0	159 577	85 049
Créances				
Créances clients, et comptes rattachés	504 899	4 872	500 027	346 878
CNAMTS	12 914 412	0	12 914 412	9 436 513
Autres créances	50 775	0	50 775	30 183
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie, dont CET : 5 000 000 €	5 022 300	0	5 022 300	5 280 060
Disponibilités, dont CET : 213 053 €	3 702 748	0	3 702 748	8 973 746
Charges constatées d'avance	754 931	0	754 931	869 948
Total II	24 103 661	733 899	23 369 762	25 337 386
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	0	0	0	0
Primes de remboursement des emprunts (IV)	0	0	0	0
Écarts de conversion Actif (V)	1 027	0	1 027	134
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV +V)	246 723 156	140 628 724	106 094 432	111 002 532

PASSIF	Exercice 2024 (en €)	Exercice 2023 (en €)
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	0	0
Réserves	0	0
Report à nouveau	0	0
Autres fonds associatifs		
Subventions d'investissement	82 723 643	85 665 012
Total I	82 723 643	85 665 012
PROVISIONS		
Provisions pour risques	1 380 000	1 180 000
Provisions pour charges	355 000	355 000
Total II	1 735 000	1 575 000
FONDS DÉDIÉS		
Sur subventions de fonctionnement	0	0
Total III	0	0
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	355 696	357 591
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 076 294	2 013 732
Dettes fiscales et sociales	17 910 285	21 042 382
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	46 574	76 775
Autres dettes	178 459	194 846
Produits constatés d'avance	67 493	117 060
Total IV	21 634 801	23 802 386
Écarts de conversion Passif (V)	988	134
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV +V)	106 094 432	111 002 532

14.2 Compte de résultat

CHARGES	Exercice 2024 (en €)	Exercice 2023 (en €)
Charges d'exploitation :		
Achats de marchandises	609 071	603 270
Variation de stock	126 181	122 932
Achats de matières premières et autres approvisionnements	78 469	66 185
Variations de stock	-7 220	28 774
Autres achats et charges externes	16 023 615	16 928 239
Impôts, taxes et versements assimilés	6 419 419	6 380 951
Salaires et traitements	38 185 137	38 247 668
Charges sociales	18 257 621	17 937 938
Dotations aux amortissements et dépréciations		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	8 987 695	10 187 825
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	0	0
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	9 595	7 910
Pour risques et charges : dotations aux provisions	280 000	110 000
Autres charges	517 245	442 681
Total I	89 486 828	91 064 373
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (II)		
Charges financières		
Dotations aux amortissements aux dépréciations aux provisions	0	0
Intérêts et charges assimilées	0	0
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement	0	0
Total III	0	0
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	41 461	91 718
Sur opérations en capital	186 685	45 559
Dotations aux amortissements aux dépréciations aux provisions	0	0
Total IV	228 146	137 277
Impôt sur les sociétés (VI)	88 205	95 702
Engagements à réaliser sur ressources affectées (VII)	0	0
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + VI + VII)	89 803 179	91 297 352
Solde créditeur = bénéfice		
TOTAL GENERAL	89 803 179	91 297 352
Évaluation des contributions volontaires en nature - Charges		0

PRODUITS	Exercice 2024 (en €)	Exercice 2023 (en €)
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	868 998	993 385
Production vendue (biens et services)	1 398 373	1 403 032
Sous-total A - Montant net du chiffre d'affaires	2 267 371	2 396 417
Production stockée	0	0
Production immobilisée	572 758	310 156
Subventions d'exploitation	77 070 891	77 589 251
Reprises sur provisions, dépréciations (et amortissements), transferts de charges	301 890	241 784
Cotisations	1 007	1 931
Autres produits (hors cotisations)	3 437	1 694
Sous-total B	77 949 983	78 144 816
Total I (A + B)	80 217 354	80 541 233
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (II)		
Produits financiers		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	367 523	398 809
Reprises sur provisions et transferts de charges financières	0	0
Différences positives de change	0	2
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Total III	367 523	398 811
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	5 902	123 924
Sur opérations en capital	9 212 400	10 233 384
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnels	0	0
Total IV	9 218 302	10 357 308
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (V)	0	0
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV + V)	89 803 179	91 297 352
Solde débiteur = déficit		
TOTAL GENERAL	89 803 179	91 297 352
Évaluation des contributions volontaires en nature - Produits	0	0

14.3 Tableau de financement

Calcul de la variation du fonds de roulement net global	Exercice 2024 (en €)	Exercice 2023 (en €)
I - RESSOURCES DURABLES		
A - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE	91 413	-109 161
Résultat de l'exercice (pour mémoire)		
Dotations aux amortissements et provisions	9 277 290	10 305 735
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-160 162	-227 071
Quote-part des subventions amorties	-9 174 380	-10 233 384
Moins-values sur cessions d'éléments d'actif	148 665	45 559
Plus-values sur cessions d'éléments d'actif	0	0
B - CESSIONS OU RÉDUCTIONS D'ÉLÉMENTS D'ACTIF IMMOBILISÉ	38 020	0
Terrains, aménagements de terrains	0	0
Constructions, aménagements des constructions	0	0
Installations techniques, matériels et outillage	2300	0
Matériel de transport	35 720	0
Matériel de bureau et informatique	0	0
Mobilier de bureau	0	0
Immobilisations en-cours	0	0
Dépôts et cautionnements	0	0
C - AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES	6 237 540	2 431 390
Subventions	6 237 540	2 431 390
D - AUGMENTATION DES DETTES FINANCIÈRES		
TOTAL DES RESSOURCES (A+ B+ C+ D)	6 366 973	2 322 229
II - EMPLOIS STABLES		
A - ACQUISITIONS OU AUGMENTATION D'ÉLÉMENTS D'ACTIF IMMOBILISÉ	6 233 010	2 430 020
Immobilisations incorporelles	1 052 758	413 097
Terrains	0	0
Constructions	731 159	1 547 662
Installations techniques	2 572 728	385 737
Matériel de transport	171 384	0
Installations, agencements, aménagements	0	0
Matériel de bureau et informatique	1 133 347	8 851
Mobilier de bureau	19 127	6 525
Immobilisations en cours	552 507	68 148
Dépôts et cautionnements	0	0
B - CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES		
C - REDUCTION DES CAPITAUX PROPRES (subvention)	4 530	72
D - REMBOURSEMENT DES DETTES FINANCIÈRES	0	0
TOTAL DES EMPLOIS (A+ B+ C+ D)	6 237 540	2 430 092
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL		
Ressource nette	129 433	
Emploi net		107 863

15 ANNEXE

Association loi 1901, l'INRS a pour but de contribuer sur le plan technique par tous les moyens appropriés à l'amélioration de la sécurité et de l'hygiène du travail, ainsi qu'à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

L'activité de l'association s'exerce suivant les directives de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés et sous le contrôle de celle-ci dans le cadre de la politique définie par le Ministre chargé de la Sécurité sociale.

Son budget d'environ 80 millions d'euros provient du fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Il est alimenté par les cotisations AT/MP des entreprises qui cotisent au régime général de la Sécurité sociale.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/24 d'une durée de 12 mois.

Le total du bilan, à cette date, est de 106 094 432 €, celui du compte de résultat s'élève à 89 803 179 €.

Faits caractéristiques

Le 10/01/24, la CNAM a notifié à l'INRS une subvention provisoire pour l'année 2024 de 80% de la subvention 2022 notifiée, soit 63 200 000 €.

La Convention d'Objectifs et de Gestion a été signée le 05/07/24 :

- Elle attribue à l'INRS une subvention de 86 millions d'euros pour l'année 2024.
- Pour les années suivantes, les subventions seront de 87 millions d'euros pour 2025, 88 millions d'euros pour 2026, 89 millions d'euros pour 2027, et 90,9 millions d'euros pour 2028.
- La fin de la COG est prorogée d'une année, jusqu'à fin 2028 pour tenir compte de la période inter-COG de 2023 et 2024.

Le 01/08/24, la CNAM a notifié à l'INRS un complément de subvention de 22 800 000 €, portant la subvention définitive pour l'année 2024 à 86 000 000 €.

15.1 Principes, règles et méthodes

Les comptes annuels sont établis suivant les principes comptables généralement admis en France, conformément au règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables, relatif au Plan Comptable Général, et au règlement n° 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La méthode de la comptabilisation des immobilisations par composants est appliquée depuis le 01/01/05, conformément au règlement 2002-10 (relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs) du Comité de la Réglementation Comptable.

L'INRS a opté pour la comptabilisation en charges des droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles.

Les indemnités de départ à la retraite sont traitées comme suit :

- Toutes les indemnités concernant les départs annoncés par les salariés sont comptabilisées, quelle que soit l'année du départ.
- Toutes les indemnités concernant les salariés qui n'ont pas annoncé leurs départs, mais qui auront 62 ans ou plus l'année comptable suivante, sont comptabilisées.
- Les autres indemnités sont présentées en engagements hors bilan.

En accord avec les décisions de l'Administration fiscale, l'INRS est exonéré des impôts commerciaux, à savoir : TVA, contribution économique territoriale et impôts sur les sociétés. Les méthodes d'évaluation sont développées dans les notes sur le bilan et le compte de résultat faisant l'objet des chapitres suivants.

15.2 Notes sur le bilan

Bilan actif

15.2.1 Immobilisations

15.2.1.1 Principes et méthodes comptables

➤ **Immobilisations incorporelles :**

Elles sont principalement constituées de logiciels acquis.

➤ **Immobilisations corporelles :**

Elles sont évaluées à leur coût d'entrée conformément au règlement 2004-06 du comité de la réglementation comptable.

➤ **Amortissements :**

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations concernées (décomposables ou non).

Un plan d'amortissement distinct est suivi pour chacun des composants identifiés.

Amortissements pratiqués

	Durée de l'amortissement (en années)
Logiciels	2 à 5
Routes – Agencements des terrains	10 à 75
Bâtiments : constructions et infrastructures	2 à 50
Bâtiments : étanchéité-ravalement	10
Bâtiments : second œuvre	5 à 20
Installations générales	4 à 50
Agencements-aménagements des constructions	5 à 20
Installations complexes spécialisées	1 à 20
Matériel et outillage	2 à 20
Matériel de transport	2 à 5
Matériel de bureau et informatique	3 à 10
Mobilier	2 à 20

15.2.1.2 Variations de l'exercice – amortissements et dépréciations

	Valeur brute au 01/01/24	Augment° de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur brute au 31/12/24
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>				
Frais d'établissement, de recherche et de développement	0			0
Autres immobilisations incorporelles	13 821 901	670 287	20 817	14 471 371
Immobilisations incorporelles en cours	316 828	478 068	95 598	699 298
Avances et acomptes s/immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Sous-total en €	14 138 729	1 148 355	116 415	15 170 669
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>				
Terrain	4 528 935	0	0	4 528 935
Aménagements des terrains	1 951 387	0	0	1 951 387
Constructions :				
sur sol propre	137 520 506	316 604	513 900	137 323 210
sur sol d'autrui	0			0
Installations techniques, outillage et matériel industriels	46 967 006	2 558 144	1 034 152	48 490 998
<u>AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES :</u>				
Installations générales diverses	0	0	0	0
Matériel de transport	892 018	171 383	119 058	944 343
Matériel de bureau et informatique	5 796 328	1 133 347	424 041	6 505 634
Mobilier et matériel de bureau	2 676 519	19 127	92 308	2 606 338
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS</u>				
Immobilisations corporelles en cours	4 109 187	1 457 340	475 692	5 090 835
Avances et acomptes	0	0	0	0
Sous-total en €	204 444 889	5 655 945	2 659 151	207 441 680
<u>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</u>				
	6 119	0	0	6 119
TOTAL GÉNÉRAL en €	218 589 734	6 804 300	2 775 566	222 618 468

➤ **Les autres immobilisations incorporelles**

Elles augmentent de **670 287 €**.

On note, en particulier, la montée de version Magnolia pour le site Web INRS à hauteur de 322 523 €.

➤ **Les constructions et aménagement des constructions**

Elles augmentent de 316 604 € ; on peut citer, notamment, la mise en service de la reprise des piliers du bâtiment 5 pour un montant de 225 571 €.

➤ **Les installations techniques, matériels et outillages industriels**

Ils ont augmenté de **2 558 144 €**.

On peut citer les acquisitions significatives suivantes de matériels pour la recherche :

CHROMATOGRAPHIE LIQUIDE AGILENT -SPECTROMÈTRE MASSE HPLC	288 000 €
FACSYMPHONY A1 BECTON DICKINSON	192 823 €
CHROMATOGRAPHE - SPECTROMÈTRE- PYROLYSEUR	161 158 €
ICP-MS AGILENT 7850 et PASSEUR D'ÉCHANTILLONS	149 934 €
ANALYSEUR DE PROTÉINE - SYSTÈME JESS	70 890 €
DÉTECTEUR MASSE POUR CHAÎNE UHPLC	77 910 €
MACHINE UNIVERSELLE ESSAIS 68TM-10 DE CAPACITE 10KN	63 240 €
COMPTEUR A SCINTILLATION LIQUIDE HIDEX	57 876 €
SPECTROMÈTRE DE MASSE PFEIFFER VACUUM GSD 350 OMNISTAR	54 157 €

➤ **Les matériels de bureau et informatique :**

Ils ont augmenté de **1 133 347 €**.

Les infrastructures de sauvegarde ont été remplacées pour un montant de 459 218 €.

➤ **Les immobilisations corporelles en cours**

L'augmentation de **1 457 340 €** des immobilisations corporelles en cours concerne essentiellement :

- la réhabilitation du laboratoire MA au bâtiment 17 pour 230 173 €
- la mise en conformité du bâtiment 33 pour 210 641 €
- le plan radon : ventilation des bâtiments 10 et 12 pour 142 271 €
- le banc d'essai SAPHARI pour 544 150 €

Le montant d'immobilisations corporelles en cours de **5 090 835 €** au 31 décembre, est composé de :

CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENTS :	
Changement régime neutre électricité site de Lorraine	324 348 €
Réhabilitation labos MA bat 17	3 321 999 €
PLAN RADON (ventilation bâtiment 10 et 12)	159 347 €
Locaux 3D ESI bat 13	39 652 €
Réaménagement bat 33	210 641 €
Création d'une salle de pesée au bâtiment 5	11 088 €
BANCS D'ESSAIS :	
BANC SAPHARI	544 150 €
BANC COV	22 209 €
BANC CHARL	245 926 €
BANC IMPRIMANTE POLYMÈRES	19 662 €
BANC ENCEINTE ESSAI AÉROSOL	109 085 €
BANC MODULE HUMIDITÉ	31 461 €
BANC A RECYCLAGE BAR2	38 301 €
BANC ENCEINTE BIOAÉROSOLS	2 783 €
BANC DÉBITMÈTRE	8 020 €
BANC ENCEINTE ISOCYANATE	2 163 €
TOTAUX	5 090 835 €

➤ **Les immobilisations incorporelles en-cours :**

Le montant de ces immobilisations s'élève à 699 298 € au 31/12/24, et se compose des applications suivantes :

SIRH	676 198 €
DÉVELOPPEMENT AUTOMATISATION DEPOT DES PUBLICATIONS	2 310 €
BANC SAPHARI	20 790 €
TOTAUX	699 298 €

15.2.1.3 Variations de l'exercice – amortissements et dépréciations

	Amortissements et dépréciations au 01/01/24	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Amortissements et dépréciations au 31/12/24
<u>IMMOBILISATIONS</u>				
<u>INCORPORELLES :</u>				
Frais d'établissement, de recherche et de développement	0			0
Autres immobilisations incorporelles	11 900 560	946 957	20 817	12 826 700
SOUS-TOTAL	11 900 560	946 957	20 817	12 826 700
<u>IMMOBILISATIONS</u>				
<u>CORPORELLES :</u>				
Aménagements des terrains	524 563	38 767	0	563 330
Constructions :				
sur sol propre	72 147 069	5 004 855	331 834	76 820 090
sur sol d'autrui	0			0
Inst. techniques, outillage, mat. industriels	39 657 927	2 585 833	1 029 808	41 213 952
<u>AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>				
Installations générales diverses	0	0	0	0
Matériel de transport	849 056	41 852	119 058	771 850
Matériel de bureau et informatique	5 307 852	310 085	423 767	5 194 170
Mobilier et matériel de bureau	2 537 695	59 346	92 308	2 504 733
SOUS-TOTAL	121 024 162	8 040 738	1 996 775	127 068 125
TOTAL GENERAL en €				
	132 924 722	8 987 695	2 017 592	139 894 825

La dotation aux amortissements s'élève en 2024 à 8 987 695 €, contre 10 187 825 € en 2023.

15.2.2 Stocks

➤ Valorisation des stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires lorsqu'ils sont inclus dans la facture d'achat ; dans le cas contraire ils ne sont pas pris en stocks et sont inscrits au compte de charge par nature.

➤ Évolution des stocks

	2024	2023	Différence	%
Stocks matières Premières	0	0	0	
Stocks matières consommables	38 911	36 559	2 352	6,43%
Stocks fournitures consommables	66 700	61 912	4 788	7,73%
Stocks d'emballages	439	358	81	22,63%
Sous-total matières premières et autres approvisionnements en €	106 050	98 829	7 221	7,31%
Stocks de vidéos et diapositives	58 514	60 393	-1 879	-3,11%
Stocks d'affiches	89 475	93 048	-3 573	-3,84%
Stocks de périodiques et non périodiques	695 038	818 526	-123 488	-15,09%
Stocks divers	44 942	42 183	2 759	-6,54%
Sous-total marchandises en €	887 969	1 014 150	-126 181	-12,44%
TOTAL en €	994 019	1 112 979	-118 960	-10,69%

➤ Dépréciation des stocks

La législation comptable impose d'enregistrer la dépréciation de la valeur des stocks dans un compte de dépréciation.

La dépréciation des stocks correspond à la différence entre la valeur brute déterminée selon la méthode ci-dessus (le coût d'entrée) et la valeur vénale de ce stock à la date de clôture. La valeur vénale du stock, qui s'élève à 264 992 €, correspond à la part du stock destinée à être revendue

La dépréciation sert à couvrir la quote-part des stocks de documentation destinée à être distribuée gratuitement. Au 31/12/24, la dépréciation s'élève à 729 027 € contre 797 970 € au 31/12/23.

15.2.3 Avances et acomptes versés sur commandes

Le montant de 159 577 €, à échéance à moins d'un an, est constitué par les avances et acomptes sur commande versés aux fournisseurs.

15.2.4 Créances

Les créances, à échéance à moins d'un an, sont valorisées à leur valeur nominale.

15.2.4.1 Créances clients et comptes rattachés

Ce poste, d'un montant total de 504 899 € se décompose comme suit :

- Le montant des créances clients ordinaires est de 264 144 €.
- Les créances des clients douteux s'élèvent à 7 375 € (contre 10 494 € au 31/12/23) ; elles sont dépréciées en fonction du risque d'irrecouvrabilité évalué en fin d'année.

La dépréciation des comptes clients constituée au 31/12/24 est de 4 872 € (contre 6 495 € au 31/12/23).

Les créances irrécouvrables sont comptabilisées en perte après autorisation du Contrôleur Général Économique et Financier pour les montants supérieurs à 10 000 €.

- Les produits à recevoir, non encore facturés aux clients, sont de 233 380 € ; Ces produits concernent l'avancement au 31/12/2024 des projets suivants :

" PARC "	136 475 €
" FABO "	1 403 €
" FATIGAUDIT "	13 750 €
" REENAME "	11 638 €
" IPIAMA "	40 553 €
" METRONOME "	29 561 €

15.2.4.2 Créance CNAMTS, à moins d'un an

Le compte courant débiteur CNAMTS s'élève à 12 914 412 € au 31/12/24 contre 9 436 513 € au 31/12/23.

15.2.4.3 Autres créances

Sous cette rubrique, d'un montant de 50 775 €, sont comptabilisés les éléments suivants :

Fournisseurs- autres avoirs	528 €
Avances et acomptes consentis au personnel	41 002 €
Créance URSSAF	9 245 €

15.2.5 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent les éléments suivants :

Catégories de dépenses	Montants	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Études	43 848	43 848	
Frais de recrutement	0		
Autres charges de personnel	0		
Locations immobilières	0		
Locations mobilières	3 782	3 782	
Charges locatives	0		
Entretien et réparation	0		
Travaux informatiques	0		
Contrats de maintenance	394 373	389 658	4 715
Documentations	27 665	27 623	42
Frais de colloques, séminaires	0		
Annonces, insertions	905	905	
Téléphonie	0		
Affranchissements	0		
Assurances	103 233	24 381	78 852
Impôts et taxes	0		
Blanchissage	0		
Autres travaux et façons	0		
Autres services extérieurs	988	988	
Cotisations	5 909	5 909	
Frais de recrutement	3 781	3 781	
Redevances de logiciels	170 447	167 029	3 418
Frais de mission	0	0	
Frais de réception	0		
Autres charges de gestion	0		
TOTAL en €	754 931	667 904	87 027

Bilan Passif

15.2.6 Fonds associatifs

	Au 01/01/24	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Au 31/12/24
Fonds associatifs sans droit de reprise	0	0	0	0
Valeur nette de biens affectés par la CNAM	0		0	0
Subventions nettes reçues de la CNAM	85 641 280	6 237 540	9 177 426	82 701 394
Subventions Équipement nettes reçues du District (subvention accordée pour la construction de Neuves-Maisons)	23 732	0	1 483	22 249
TOTAL en €	85 665 012	6 237 540	9 178 909	82 723 643

Une subvention d'investissement d'un montant de 6 237 540 € a été comptabilisée en 2024.

Ce montant correspond aux biens créés par l'INRS (572 758 €), ainsi que les nouveaux investissements effectués en 2024 sur le budget 2024, à hauteur de 5 664 782 €.

15.2.7 Provisions pour risques et charges

	Au 01/01/24	Augmentation de l'exercice	Diminution		Au 31/12/24
			Montant utilisé au cours de l'exercice	Montant non utilisé et repris au cours de l'exercice	
Provisions pour litiges	1 180 000	280 000	80 000		1 380 000
Provisions pour pertes et charges	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques	0	0	0	0	0
Provisions pour impôts	355 000			0	355 000
Autres provisions pour charges	0		0	0	0
TOTAL en €	1 535 000	280 000	80 000	0	1 735 000

15.2.7.1 Les actions juridiques en cours

Litige social 1

Cette salariée a été embauchée le 05/01/16 et a fait l'objet d'une procédure de licenciement en 2019 pour insuffisance professionnelle, après tentative de négociation pour une rupture conventionnelle, refusée par la salariée.

Le 19/12/22, un jugement a été prononcé et les 2 parties ont été déboutées de leurs demandes. La salariée a fait appel de la décision en janvier 2023. Au 31/12/24 aucune date d'audience n'a été communiquée.

La provision de 50 000 € pour risques et charges est donc maintenue.

Litige social 2

Cette salariée a été embauchée à l'INRS en 2007. Une déclaration d'accident du travail a été effectuée à sa demande en février 2019. L'INRS a émis des réserves. S'en sont suivis des arrêts de travail successifs et en octobre 2019, la salariée a mandaté un avocat pour une négociation avant contentieux en vue d'une rupture de contrat. L'audience prud'homale s'est tenue le 25/09/23 et la décision a été rendue le 20/11/23, condamnant l'INRS à verser à la requérante 91 500 € (sur les 800 000€ demandés par la requérante). L'INRS a fait appel de cette décision en décembre 2023.

En conséquence, la provision a été portée à 325 000 €.

Litige social 3

Suite à une alerte transmise par 3 élus CSE au directeur du centre de Lorraine, une analyse de la situation du Laboratoire a été menée par la psychologue du travail de février à avril 2022. Compte tenu de la teneur des conclusions de cette analyse, il a été demandé le 03/05/22 au responsable de laboratoire de se mettre en retrait temporaire de l'équipe quelques semaines, suite à quoi ce dernier a multiplié les arrêts de travail jusqu'à la signification par le médecin conseil de l'assurance maladie d'une aptitude à reprendre une activité professionnelle et l'arrêt du versement des indemnités journalières à compter du 20/12/22. À l'issue de la visite de reprise, le médecin du travail a transmis à l'INRS un avis d'inaptitude assorti de la mention « l'état de santé du salarié fait obstacle à tout reclassement dans un emploi à l'INRS ». Cette mention exclut donc toute possibilité de reclassement à l'INRS dans ses 2 centres (art. L. 1226-2.1, 12 et 20). L'institut n'a pas d'autre choix que d'engager une procédure de « licenciement suite à avis d'inaptitude ». Par courrier en date du 03/07/23, l'Institut a été informé d'une action de ce salarié auprès du conseil de Prud'hommes de Nancy. La procédure est en cours et la prochaine audience de mise en état du Conseil de Prud'hommes est prévue le 24 juin 2025.

La provision pour risques estimée à 220 000 € est maintenue.

Litige social 4

Après 34 ans d'activité de laboratoire à l'INRS, cette salariée a fait l'objet d'une reconnaissance de maladie professionnelle en date du 15/12/14 qui a conduit le médecin du travail à consigner des restrictions au poste de travail. Suite à une étude de poste, des aménagements techniques et d'activités lui ont ensuite permis d'occuper un poste de travail conforme avec ces restrictions. Le 01/04/22, après une longue période d'absence pour cause maladie, le médecin du travail l'a déclarée inapte à son poste avec des restrictions médicales. L'Institut a donc entrepris une recherche de reclassement qui a permis de proposer à la salariée un poste validé par le médecin du travail et pour lequel le CSE a émis un avis favorable. Suite à son licenciement pour inaptitude et impossibilité de reclassement la salariée a saisi le Tribunal de Prud'Hommes le 10/10/22. Au 31/12/24, le dossier était en délibéré. Par conséquent, les charges afférentes à cette action au conseil des prud'hommes ont été provisionnées à hauteur de 230 000 €.

Fait postérieur à la clôture : le 21/01/25 le tribunal des Prud'Hommes a débouté la requérante sur tous les points. L'INRS a cependant été avisé d'une déclaration d'appel datée du 19 février 2025.

Dossier amiante

Ce dossier relatif au procès amiante intéresse l'INRS du fait qu'un ancien salarié de l'Institut est personnellement cité devant le tribunal correctionnel de Paris pour avoir notamment, en sa qualité d'ingénieur chimiste, participé aux réunions du CPA. Considérant, à l'égard des frais de défense, et selon la jurisprudence constante, qu'il appartient à tout employeur d'assurer la protection juridique de ses salariés lorsqu'ils sont poursuivis pour des faits commis à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, le Conseil d'Administration de l'INRS, dans une délibération du 13/10/22, a décidé de prendre en charge les frais d'avocat de cet ancien salarié, auxquels il s'expose pour assurer sa défense dans le cadre de la procédure pénale engagée à son encontre. Lors de l'audience du 26/10/22, le tribunal a souligné le caractère hors norme de ce dossier, notamment en termes d'organisation compte tenu du nombre de parties civiles (environ 1200) et de l'absence d'indications relatives au nombre de témoins qui seront cités par les victimes et/ou la défense. Une audience de procédure consacrée à l'étude des exceptions de nullité soulevées par la défense a été fixée au 09/03/23. Aucune action n'a été réalisée autour de ce dossier en 2023 ni en 2024, néanmoins une reprise d'instruction en 2025 pourrait être envisagée.

Dans ces conditions, il semble prudent de maintenir une provision à hauteur de 300 000 €, en vue de la prise en charge des frais de défense de l'ancien salarié de l'Institut.

Litige social 5

Cette salariée a été embauchée le 03/02/20. La qualité du travail étant très en deçà de ce que l'on peut attendre d'une assistante de direction l'INRS a envisagé une rupture de la relation fin 2023.

Une transaction a été conclue en 2024 pour un montant de 15 000 €. Ce dossier est clos. La provision de 80 000 € a été reprise dans les comptes de 2024.

Nouveaux dossiers :

Litige social 6

Il s'agit d'une salariée embauchée le 16/03/20 en qualité d'expert. Son licenciement pour insuffisance professionnelle lui a été signifié le 31/10/24. Celle-ci a contesté la régularité de son licenciement. L'audience devant le Bureau de conciliation des Prud'hommes se tiendra vraisemblablement courant 2025 ; en revanche, l'audience de jugement ne devrait pas être fixée avant 2026. Dans cette affaire, les charges afférentes au licenciement ont été prises en compte au budget de personnel 2023 et seules les charges éventuellement liées au litige consécutif au licenciement et au harcèlement dénoncé sont ici retenues en complément.

Compte tenu du salaire perçu par la salariée (expert- conseil de niveau 7), il est recommandé de constituer une provision globale pour ce litige d'un montant de 100 000 €.

Litige social 7

Ce salarié a été embauché le 01/12/19 en qualité de technicien et licencié pour faute grave le 11/03/24. Son licenciement lui a été signifié sans préavis ni indemnités. Son solde de tout compte a été mis à sa disposition.

Le 24/05/24, ce salarié a contesté son licenciement, qu'il considère nul, ou, à tout le moins dépourvu de cause réelle et sérieuse, faute pour l'INRS d'avoir respecté la procédure prévue à la convention collective en cas de licenciement pour cause disciplinaire (pas d'avis préalable de la commission de discipline). Un constat de ce désaccord a été dressé et l'INRS est dans l'attente d'une audience devant le Bureau de Conciliation et d'Orientation (BCO) du Conseil. Dans cette affaire, les charges afférentes au licenciement ont été prise en compte dans le budget de personnel 2024 et seules les charges éventuellement liées au litige consécutif au licenciement sont ici retenues en complément. Compte tenu du vice de procédure indéniable relevé par le salarié, l'INRS pourrait se voir condamné par le Conseil. Cependant, la gravité de la faute « limiterait » sans doute l'indemnisation qui lui serait allouée au montant prévu par le barème fixe soit 6 mois maximum.

Dans ces conditions, il est recommandé de constituer une provision globale pour ce litige d'un montant de 35 000 €.

Litige social 8 :

Cette salariée a été embauchée par l'INRS le 24/08/09. Elle a été licenciée pour absence désorganisant le bon fonctionnement de l'entreprise. Son licenciement lui a été signifié le 26/06/23.

Son solde de tout compte, incluant l'indemnité de licenciement a été mis à sa disposition.

En avril 2024, celle-ci a introduit un recours devant le Conseil de Prud'hommes. En l'absence de conciliation entre les Parties, le BCO a renvoyé l'affaire en audience de jugement et fixé cette dernière au 28/01/25.

Dans cette affaire, les charges afférentes au licenciement ont été prises en compte au budget de personnel 2023 et seules les charges éventuellement liées au litige consécutif au licenciement sont ici retenues en complément. Compte tenu de la difficile caractérisation des éléments permettant de fonder un licenciement pour désorganisation du service, la condamnation de l'INRS sur ce point est possible, surtout à ce stade de la procédure. En revanche, les prétentions de la requérante en

matière de rappel de salaires et afférents, de non-respect d'une obligation de sécurité ou de préjudice de carrière semblent peu réalistes.

Sur un montant total demandé de 150 000 €, il est recommandé de constituer une provision globale pour ce litige d'un montant de 100 000 €.

Litige commercial 1 :

Il s'agit d'une présidente d'une société ayant suivi une formation à l'INRS en vue d'obtenir une certification pour devenir formatrice en prévention des risques liés à l'amiante dans les travaux de sous-section 3 mais a qui échoué aux évaluations et aux sessions de rattrapage. Cette personne et sa société contestent les décisions rendues par les jurys de ces deux sessions.

Cette dame a formé un recours gracieux en décembre 2023, lequel a été rejeté par l'INRS. Sa société et elle-même ont saisi le juge des référés du Tribunal administratif de Rennes lequel a rejeté, par ordonnance du 27/03/24, leur requête considérant que la juridiction administrative était incompétente. La présidente et la société ont formé un pourvoi devant le conseil d'État en vue d'obtenir l'annulation de cette ordonnance.

La clôture de l'instruction dans cette affaire était fixée au 31/10/24. La date d'audience n'était pas fixée au 31/12/24.

Pour l'heure, à ce stade de la procédure, le montant des indemnisations qui seront demandées en réparation du préjudice allégué n'est pas connu mais il pourrait être important, la non délivrance de la certification interdisant à cette personne, et à son entreprise, de pratiquer une activité commerciale dont elle espérait tirer des revenus.

Dans ce dossier, il est recommandé de constituer une provision de 20 000 €.

15.2.7.2 Impôts :

Dossier Taxe foncière – Taxe d'habitation

La provision pour impôts constituée à hauteur de 355 000 €, en raison de l'absence de réception des rôles d'imposition des taxes foncière et d'habitation pour le boulevard Richard Lenoir, est toujours en compte au 31/12/24 : elle représente 2 années d'imposition, tel que prévu par les règles fiscales (prescription 2 ans sur cette nature de taxes). La Cour des Comptes a été informée de ce dysfonctionnement des services fiscaux, §2.1.3 du rapport « à la date du contrôle de la Cour, les bases cadastrales, ne semblaient pas être à jour et l'Institut ne recevait pas les avis d'imposition relatifs aux taxes foncières dont il est redevable », et le Directeur Général des finances publiques a été fait expressément et nominativement destinataire du rapport. Il n'y a aucun élément nouveau dans ce dossier en 2024.

La provision est maintenue à 355 000 €.

15.2.8 Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement

En raison de l'instauration en 2019 de nouvelles règles budgétaires qui imposent de réceptionner les commandes engagées dans l'année, les fonds dédiés sur subvention de fonctionnement sont nuls au 31/12/24.

15.2.9 Dettes

Toutes les dettes sont à moins d'un an, à l'exception des dettes concernant les comptes épargne-temps, soit 5 239 489 €.

15.2.9.1 Avances et acomptes reçus sur commandes en cours

Le montant des acomptes reçus au titre de contrats en cours est de 355 696 €.

15.2.9.2 Fournisseurs et comptes rattachés

Ce poste de 3 076 294 € est constitué des factures non réglées des fournisseurs de biens et services et d'immobilisation, soit 1 725 382 €, ainsi que de leurs factures non encore parvenues au 31/12/24, représentant un montant de 1 350 912 €.

Les factures d'immobilisation incluses dans ce poste s'élèvent à 681 687 €.

15.2.9.3 Dettes fiscales et sociales

Le montant de 17 910 285 € se décompose comme suit :

Salaires et versements aux CSE		302 363
Organismes sociaux		866 288
État		664 955
Charges à payer		16 076 679
	soit :	
Congés restant à payer	6 806 887	
Compte épargne temps	5 239 489	
Autres charges à payer	4 030 303	
TOTAL en €		17 910 285

Dans le poste « autres charges à payer » sont comptabilisées :

- La prime d'intéressement à régler aux salariés au titre des résultats constatés en 2024, à hauteur de 729 244 €, soit 1,6% de la masse salariale.

- Les indemnités de départ à la retraite à payer sont constituées de trois composantes :

Départs annoncés		Départs non annoncés	Total IDR à payer comptabilisée au 31/12/2024
Départs annoncés pour 2025	Départs annoncés pour 2026 et 2027	Salariés âgés de 62 ou plus en 2025	
766 671 €	1 023 550 €	1 497 615 €	3 287 836 €

Les indemnités à régler aux salariés ayant annoncé leur départ en 2025, sont comptabilisées pour la somme de 766 671 €.

Les indemnités à régler aux salariés ayant annoncé leur départ pour 2026 et 2027 sont comptabilisées pour 1 023 550 €.

Les indemnités de départ à la retraite des salariés qui seront âgés de 62 ans et plus en 2025, qui n'ont pas encore annoncé la date de leur départ, sont comptabilisées à hauteur de 1 497 615 €.

- Des notes de frais à payer aux agents INRS, pour un montant de 888 €.
- La taxe AGEFIPH pour un montant de 12 335 €.

Le tableau suivant détaille les charges à payer concernant le compte épargne temps (CET) ; elles incluent les droits acquis majorés des charges sociales et fiscales :

	Au 01/01/24		Épargne 2024		Revalorisation- Consommations- Transferts du court terme vers le long terme. Abt retraites		Versements sur le PERCO		Au 31/12/24	
	en jours	en €	en jours	en €	en jours	en €	en jours	en €	en jours	en €
CET court terme	1 194	434 937	224	79 458	- 200	- 62 654	- 23	- 7 823	1 195	443 918
CET long terme	8 659	4 778 116	985	525 784	- 526	- 354 796	- 279	- 153 533	8 839	4 795 571
TOTAL	9 853	5 213 053	1 209	605 241	- 726	- 417 450	- 302	- 161 356	10 034	5 239 489

15.2.9.4 Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Ce poste de 46 574 € est constitué des retenues de garantie et pénalités provisoires pratiquées sur les factures d'immobilisation.

Les factures non réglées aux fournisseurs d'immobilisations, non incluses dans ce poste, représentent un montant de 681 687 € ; ces dernières sont incluses dans le poste « fournisseurs et comptes rattachés ».

15.2.9.5 Autres dettes

Convention PEROSH	90 472
Convention METRONOME	38 777
Convention IPIAMA	35 880
Colloques INRS	3 252
Autres comptes créditeurs	3 117
Remboursements de prêts de salariés	1 674
Recettes non identifiées	5 287
Total en €	178 459

15.2.9.6 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance qui s'élèvent à 67 493 € sont à échéance de moins d'un an. Ils correspondent aux abonnements restant à servir.

15.3 Notes sur le compte de résultat

15.3.1 Ventilation de la production vendue par secteur d'activité

Études et prestations de services	1 380 021
Ventes de marchandises	868 998
Produits des activités annexes	18 352
TOTAL en €	2 267 371

Dont 638 601 € réalisés hors de France métropolitaine.

15.3.2 Production immobilisée

Concernant l'exercice 2024, les produits d'exploitation incluent 572 758 € de production immobilisée correspondant à plusieurs bancs d'essai en cours de production.

15.3.3 Subvention d'exploitation

La subvention d'exploitation versée par la CNAM s'est élevée à 77 062 784 €.

15.3.4 Dépréciations d'exploitation

Les dépréciations d'exploitation se décomposent en deux éléments :

	Au 01/01/24	Augmentation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Au 31/12/24
Dépréciation des stocks	797 970	8 919	77 862	729 027
Dépréciation des comptes de créances	6 495	676	2 300	4 871
TOTAL en €	804 465	9 595	80 162	733 898

15.3.5 Résultat exceptionnel

Les charges exceptionnelles se sont élevées en 2024 à **228 146 €**, contre 137 277 € en 2023. Elles sont essentiellement constituées par valeurs nettes comptables des immobilisations cédées.

Les produits exceptionnels, qui s'élèvent à **9 218 302 €**, sont principalement composés de la quote-part des subventions virées au résultat de l'exercice, d'un montant de 9 174 380 €.

15.3.6 Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement

Aucun engagement de fonctionnement n'a été reporté sur l'exercice 2024.

15.4 Autres informations

15.4.1 Engagements et passif éventuels

15.4.1.1 Provision pour indemnité de retraite

La mise à jour de la convention collective en date du 21/08/11, dans son article 58, a porté l'indemnité de départ en retraite à 6 mois (auparavant elle était de 3 mois)

La provision est donc calculée sur la base de 6 mois de salaire majorée des charges sociales.

Des indemnités de départ à la retraite à régler aux salariés ayant annoncé leur départ en 2025, 2026 et 2027 ont été comptabilisées dans le poste « autres charges à payer », pour la somme de 1 790 221 €.

Des indemnités de départ à la retraite à régler aux salariés âgés de 62 ans et plus, qui n'ont pas encore annoncé la date de leur départ en retraite ont été comptabilisées dans le poste « autres charges à payer », pour la somme de 1 497 615 €.

Le total de la provision pour indemnités de départ à la retraite comptabilisée au 31/12/24 est de 3 287 836 €.

La part non comptabilisée de cette provision s'élève au 31 décembre 2024 à :

Paris.....	3 764 K€
Lorraine.....	5 231 K€
Total.....	8 995 K€

Le résultat de ce calcul, effectué agent par agent, a été corrigé des paramètres suivants (les deux premiers servent à "probabiliser" le montant de l'engagement) :

- Taux de rotation : 0.4812 % (démissions/effectif suivant avis CEC 2018-17)
- Taux de survie (à partir de l'âge et de la table de survie de l'INSEE)
- Droits acquis (en fonction de l'âge et de l'ancienneté)
- Revalorisation du salaire : 2%
- Taux d'actualisation : 3.38 % (valeur actuelle d'un engagement payable à terme)

Les calculs tiennent compte du rallongement de l'âge légal de départ à la retraite, soit 64 ans.

15.4.1.2 Engagements financiers donnés

Au titre de commandes d'achat de matériels et prestations de services diverses (contrats de maintenance, de redevances de logiciels, de locations mobilières ou immobilières, inscriptions à des colloques, assurances...), l'INRS devra engager la somme de 3 026 659 € sur les exercices ultérieurs.

15.4.2 Effectif au 31/12/24

L'effectif CDI au 31/12/24 est de 549 personnes.

La répartition des salariés selon la classification des « catégories socioprofessionnelles » est la suivante :

	Au 31/12/23	Au 31/12/24
Ingénieurs et cadres	428	432
Techniciens et agents de maîtrise	101	95
Employés et ouvriers	22	22
Total	551	549

Source RH : CDI au 31/12/24 bilan social

16 DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES

État comparatif des charges, des produits et des subventions CNAM (2018 à 2024)

INTITULES	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Charges d'exploitation (hors dotation aux amortissements et provisions)	74 225	75 686	72 615	74 552	77 975	80 759	80 210
Dotations aux amortissements dépréciations et provisions,	10 875	10 886	10 600	10 900	10 850	10 305	9 277
Charges financières	0	0	0	0	0	0	0
Charges exceptionnelles	167	259	56	204	217	137	228
Engagements à réaliser sur ressources affectées	627	0	0	0	0	0	0
Impôt sur les sociétés	0	0	0	0	0	96	88
TOTAL DES CHARGES en €	85 894	86 831	83 271	85 656	89 042	91 297	89 803
Produits d'exploitation (hors subvention de la CNAMTS)	4 330	3 192	2 100	2 785	3 061	2 977	3 154
Subvention de la CNAMTS (Fonctionnement)	67 895	71 486	70 247	71 732	74 726	77 564	77 063
Produits financiers	2	0	0	0	0	399	368
Subvention d'investissement virée au compte de résultat	11 021	10 543	10 611	11 073	10 995	10 233	9 174
Produits exceptionnels	87	120	313	66	260	124	44
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	2 559	1 490	0	0	0	0	0
TOTAL DES PRODUITS en €	85 894	86 831	83 271	85 656	89 042	91 297	89 803
INTITULES	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Subvention d'investissement	8 097	5 881	6 527	6 411	8 605	2 431	6 233
Subventions totales de la CNAM	75 992	77 367	76 774	78 143	83 331	79 995	83 296

Liste des créances antérieures au 01/10/24 et non recouvrées au 31/12/24 (en €)

N° client	Raison sociale	N° facture	Date facture	Montant restant à régler	Nature de la créance	Observations	Rgts 2025	Dates rgts
103098	ASSO CER 92	1500985	02/04/2015	450,00	documentation	Production de créances 19/05/15		
102333	RHONE INSERTION	1801656	06/06/2018	117,00	documentation	Production de créances 27/08/2018		
109527	IFRAC EDITIONS	1801308	30/04/2018	44,50	documentation	Production de créances 18/12/2018		
103291	CEFICEM	2100700	25/02/2021	157,00	documentation	Production de créances le 19/05/2021	-	-
114670	RFPS	2102198	29/06/2021	463,00	documentation	Dossier envoyé chez Arsenal le 09/12/2021	-	-
115769	POYRAZ PRELEVEMENT	2200950	28/03/2022	871,00	stage	Pas de paiement malgré les relances	-	-
115093	SC FPS	2103225	13/10/2021	2 239,73	stage	Échéancier paiement jusqu'à 05/2033	-	-
100702	PEUGEOT CITROEN AUTO	2102719	03/09/2021	100,00	stage	Pas de paiement malgré les relances	-	-
115195	CADARD THIERRY	2103519	02/11/2021	97,00	documentation	Clients douteux, pas de réponses aux relances	-	-
115266	FORMADEME	2103708	15/12/2021	43,00	documentation	Pas de paiement malgré les relances	-	-
103859	I2S FORMATIONS	2103765	19/12/2021	134,50	documentation	Pas de paiement malgré les relances	-	-
115711	TERON NICOLAS	2200805	15/03/2022	90,00	documentation indemn. frais recouvrement	Pas de paiement malgré les relances	-	-
108698	RAOUX CHRISTIAN	2301534	11/04/2023	40,00		Dossier chez maître Meyer	-	-
108698	RAOUX CHRISTIAN	2203050	08/11/2022	887,00	stage	Dossier chez maître Meyer	-	-
114247	OTI France	2301947	16/05/2023	220,00	documentation	Production de créances le 20/07/2023	-	-
116909	FORMASAUV FORMAPREV	2300056	16/01/2023	111,00	documentation	Pas de paiement malgré les relances	-	-
117316	ARRAS	2301141	13/03/2023	111,00	documentation	Pas de paiement malgré les relances	-	-
117935	APPRENDRE POUR SAUVER	2302537	05/07/2023	111,00	documentation	Pas de paiement malgré les relances	-	-
100258	BUREAU VERITAS SERVICES France	2302457	28/06/2023	215,00	documentation	Pas de paiement malgré les relances	-	-
118044	NAAREA	2302720	27/07/2023	40,00	documentation	Pas de paiement malgré les relances	-	-
118083	INTERNATIONAL PAPER	2302811	16/08/2023	111,00	documentation	Pas de paiement malgré les relances	-	-
105929	STORENGY France	2302951	01/09/2023	52,00	documentation	Pas de paiement malgré les relances	-	-
100862	PAPETERIE SAINT MICH	2304151	21/11/2023	151,00	documentation	Production de créances le 21/05/2024	-	-
118482	HAUTEUR PREVENTION	2303549	13/10/2023	359,00	stage		-	-
119173	C.H.I.C.A.S. GAP SIS	2400423	13/02/2024	45,00	documentation	Pas de paiement malgré les relances	-	-
119379	CESU 78	2400767	06/03/2024	115,00	documentation		115,00	20/01/2025
Sous-total "clients Douteux"				7 374,73		Sous-total « réglé en 2025 »	115 ,00	
100725	ANR	2202872	26/10/2022	5 872,91	conv FABO fin 31/01/2025			
100725	ANR	2304138	20/11/2023	10 648,00	Conv NOA fin 30/06/2025			
103905	AB PREVENTION	1904895	31/12/2019	1 110,00	stage			
104789	FME	1801518	28/05/2018	808,00	stage			
105323	LABORATOIRE AERIS	1702984	02/11/2017	795,00	stage			
110885	KEITA	1900832	05/03/2019	216,00	stage			

114072	MEKAFORMATION YEO WOBETON	2100755	02/03/2021	225,00	stage			
116514	GUILLAUM	2203580	16/12/2022	20,00	stage			
120162	CH LOUIS RAFFALLI	2402777	30/09/2024	82,50	documentation			
	Sous-total "Clients "			19 777,41		Sous-total "réglé 2025"	0,00	
	<u>TOTAL GENERAL</u>			<u>27 152,14</u>			<u>115,00</u>	

Admissions en non-valeur

Centre	NOM DU DÉBITEUR	DATE FACTURE	N° FACTURE	MONTANT RESTANT DU	MONTANT ADMIS EN NON VALEUR	MOTIF
P	ENVIROTECH	14/12/2021	FC2104142	866,00	866,00	Liquidation judiciaire du 10/01/2023
N	LE MARECHAL ANNE SOPHIE	27/04/2021	FC2101515	92,00	92,00	Certificat d'irrecouvrabilité d'Arsenal recouvrement
N	DPIM	03/07/2023	FC2301444	311,00	311,00	Redressement judiciaire du 05/02/2024
N	MON CENTRE DE FORMAT	22/08/2023	FC2302842	111,00	111,00	Liquidation judiciaire du 26/10/2023
N	APAVE EXPLOITATION	26/02/2024	FC2400624	5,00	5,00	Mise en demeure de payer du 12/07/2024
	TOTAL en €			1385,00	1385,00	